

# Rapport financier annuel 2020





# Rapport financier annuel 2020



# **Table des matières**

<b>Introduction</b>	<b>9</b>
Message du directeur général et du trésorier	11
Résultats et excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales consolidés	12
Situation financière consolidée	13
<b>Conseil municipal et comité exécutif</b>	<b>15</b>
<b>Rapport financier consolidé</b>	<b>17</b>
Responsabilité de la direction à l'égard de la présentation de l'information financière	19
Rapport de l'auditeur indépendant et de la vérificatrice générale	21
<b>Informations sectorielles consolidées</b>	<b>25</b>
Résultats détaillés par organisme	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organisme	29
Situation financière par organisme	30
Charges par objets	31
<b>États financiers consolidés</b>	<b>33</b>
État consolidé des résultats	35
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	36
État consolidé de la situation financière	37
État consolidé des flux de trésorerie	38
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	39
<b>Autres renseignements complémentaires consolidés</b>	<b>57</b>
Excédent (déficit) accumulé consolidé	59
Avantages sociaux futurs consolidés	63
Fonds local d'investissement	70
Fonds local de solidarité	71
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	<b>73</b>
Résultats et excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales consolidés	75
Analyse des revenus consolidés	77
Analyse des charges consolidées	89
Endettement total net à long terme consolidé	93
<b>Taux global de taxation réel</b>	<b>95</b>
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	97
Taux global de taxation réel	99

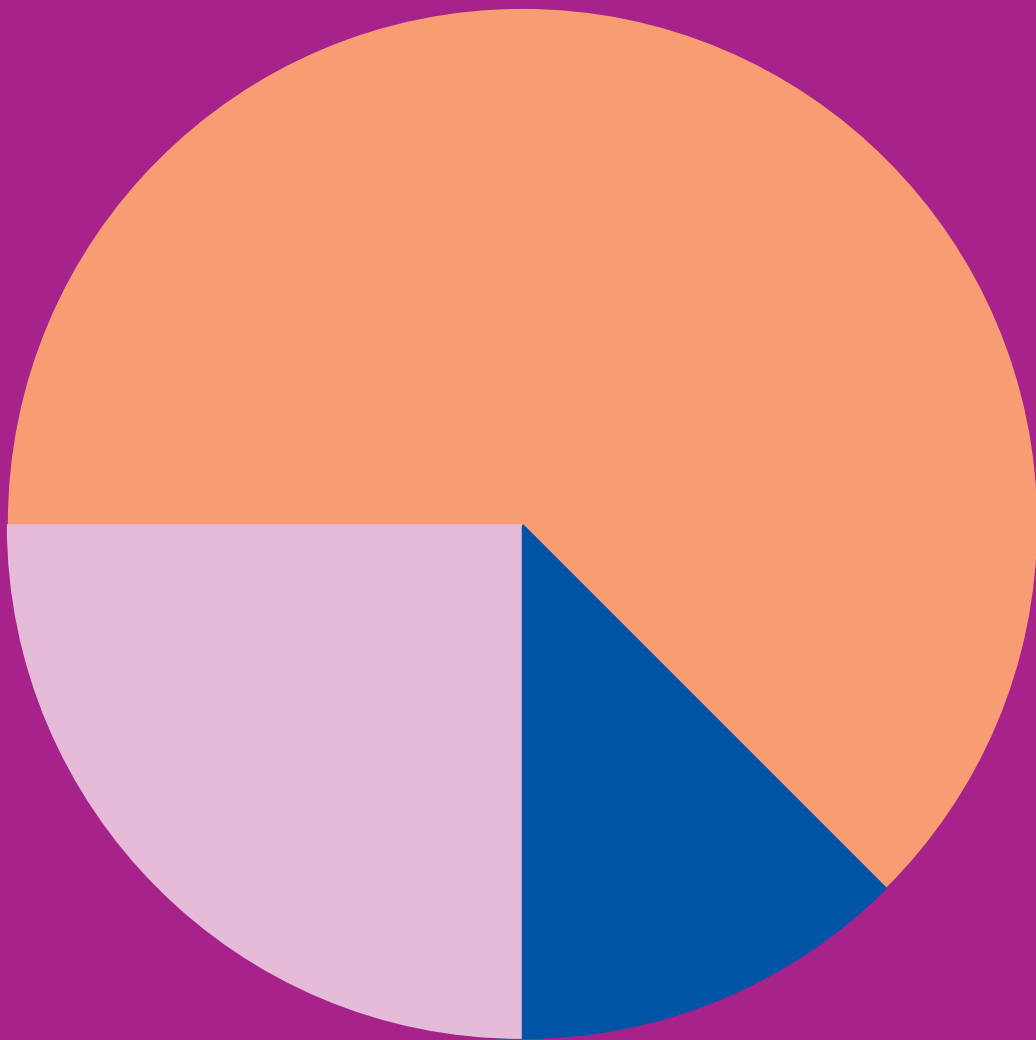


<b>Renseignements supplémentaires non audités</b>	<b>101</b>
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	103
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	103
Analyse de la dette à long terme consolidée	104
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	105
Analyse de la rémunération non consolidée	106
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	106
Frais de financement non consolidés par activités	107
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	108
Rémunération des élus	109
Renseignements supplémentaires	110
Endettement net à long terme consolidé	112
Renseignements sur la Politique de gestion de la dette à long terme	113
Questionnaire	114
Autres renseignements sur l'organisme municipal	117





# Introduction





# Message du directeur général et du trésorier



Monsieur le Maire,

Membres du conseil municipal,

Nous avons le plaisir de vous présenter le rapport financier consolidé de la Ville de Laval pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2020. Les états financiers consolidés que nous déposons présentent un portrait fidèle des activités financières s'étant déroulées durant l'année 2020 et regroupent toutes les données financières de l'entité formée par la Ville de Laval et les organismes qu'elle contrôle.

La Ville de Laval démontre à nouveau sa rigueur dans l'administration des finances publiques. En excluant les organismes qu'elle contrôle, cette saine gestion ainsi qu'une administration prudente et responsable de la dette ont permis de réaliser, pour l'exercice financier 2020, un excédent non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales de 85,6 M\$. Les finances municipales sont très vulnérables à une multitude de facteurs pouvant avoir des répercussions significatives sur les revenus et les charges, et il s'avère essentiel de pouvoir parer aux imprévus et d'éviter les déficits budgétaires, interdits aux municipalités.

Mentionnons qu'une partie de cet excédent est constituée d'une aide financière de 42,3 M\$ accordée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation dans le contexte de la pandémie de COVID-19, d'un gain de 22,9 M\$ réalisé sur les droits de mutation, de revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes qui se sont avérés supérieurs de 4,8 M\$ par rapport au budget, d'un gain exceptionnel et non récurrent de 10 M\$ suite à un règlement hors cour et d'un ajustement rétroactif de 3,5 M\$ provenant de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM). De plus, dès le début de la pandémie, nous avons adopté une gestion diligente et rigoureuse des dépenses qui nous a permis de dégager un montant supplémentaire de 5,6 M\$, principalement en salaires, en frais énergétiques et en honoraires.

Au cours de l'exercice financier 2020, les dépenses en immobilisations réalisées par les différents services de la Ville totalisent 240 M\$, comparativement à 208,5 M\$ en 2019. Le programme triennal d'immobilisations est constitué de projets et de programmes, et ce sont respectivement 102,3 M\$ et 137,7 M\$ qui ont été investis dans ceux-ci. La Ville a ainsi réalisé 74,2% du budget d'immobilisations initial (67,3% en 2019).

Enfin, nous tenons à remercier sincèrement l'ensemble des employés de la Ville qui ont contribué à l'atteinte de ces résultats positifs.

Pierre Beaudet

Directeur et trésorier du Service des finances

Jacques Ulysse

Directeur général

Le 21 avril 2021

## Résultats et excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2020

	Budget	Réalizations	
	2020	2020	2019
<b>Revenus</b>			
Taxes	757 514 000	762 135 462	742 292 532
Compensations tenant lieu de taxes	20 347 500	20 776 376	20 413 292
Transferts	112 108 800	174 918 347	77 062 064
Services rendus	178 394 900	163 920 179	156 383 890
Imposition de droits	46 376 200	68 148 994	61 464 701
Amendes et pénalités	20 330 000	16 541 069	20 856 107
Revenus de placements de portefeuille	19 276 000	13 707 884	20 305 396
Autres revenus d'intérêts	4 661 400	3 938 520	4 399 245
Autres revenus	22 132 800	31 807 181	21 895 793
Effet net des opérations de restructuration		46 996 548	
	1 181 141 600	1 302 890 560	1 125 073 020
<b>Charges</b>			
Administration générale	120 656 500	111 926 111	106 974 615
Sécurité publique	192 543 800	199 857 142	193 415 614
Transport	418 110 300	409 223 158	394 312 817
Hygiène du milieu	173 559 900	173 789 049	169 031 996
Santé et bien-être	21 476 700	23 958 733	27 629 258
Aménagement, urbanisme et développement	33 920 800	26 884 767	23 736 011
Loisirs et culture	121 854 700	116 253 008	106 259 684
Frais de financement	31 702 000	28 226 229	30 064 642
	1 113 824 700	1 090 118 197	1 051 424 637
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	67 316 900	212 772 363	73 648 383
Moins : revenus d'investissement	( 89 600 500 )	( 102 460 785 )	( 50 162 834 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	( 22 283 600 )	110 311 578	23 485 549
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
Immobilisations, propriétés destinées à la revente et placements	156 255 500	168 750 985	156 605 611
Financement	( 74 875 800 )	( 86 835 289 )	( 73 042 939 )
Affectations	( 59 096 100 )	( 58 125 297 )	( 45 942 940 )
	22 283 600	23 790 399	37 619 732
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>		134 101 977	61 105 281

## Situation financière consolidée

Au 31 décembre 2020

	2020	2019
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	521 969 488	101 111 209
Débiteurs	483 193 717	352 808 588
Prêts		41 752 448
Placements de portefeuille	120 679 230	535 591 210
Autres actifs financiers	847 398	441 150
	<b>1 126 689 833</b>	<b>1 031 704 605</b>
<b>PASSIFS</b>		
Créditeurs et charges à payer	306 823 293	283 651 022
Revenus reportés	71 946 121	40 600 037
Dette à long terme	885 574 920	873 018 572
Passif au titre des avantages sociaux futurs	105 960 124	115 247 061
Autres passifs	1 000 000	1 000 000
	<b>1 371 304 458</b>	<b>1 313 516 692</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	<b>( 244 614 625 )</b>	<b>( 281 812 087 )</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations	2 869 804 803	2 700 883 581
Propriétés destinées à la revente	77 104 661	76 878 130
Stocks de fournitures	11 324 353	10 049 437
Autres actifs non financiers	12 482 812	7 330 580
	<b>2 970 716 629</b>	<b>2 795 141 728</b>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	<b>2 726 102 004</b>	<b>2 513 329 641</b>



# Conseil municipal et comité exécutif

**Maire** Marc Demers [Président du comité exécutif](#)

---

<b>Districts électoraux</b>	<b>Conseillers</b>	
1. Saint-François	Éric Morasse	<a href="#">Membre associé du comité exécutif</a>
2. Saint-Vincent-de-Paul	Paolo Galati	
3. Val-des-Arbres	Christiane Yoakim	<a href="#">Présidente du conseil municipal</a>
4. Duvernay-Pont-Viau	Stéphane Boyer	<a href="#">Vice-président du comité exécutif</a>
5. Marigot	Daniel Hébert	
6. Concorde-Bois-de-Boulogne	Sandra Desmeules	<a href="#">Membre du comité exécutif</a>
7. Renaud	Aram Elagoz	
8. Vimont	Michel Poissant	
9. Saint-Bruno	David De Cotis	
10. Auteuil	Jocelyne Frédéric-Gauthier	
11. Laval-des-Rapides	Isabella Tassoni	
12. Souvenir-Labelle	Sandra El-Helou	
13. L'Abord-à-Plouffe	Vasilios Karidogiannis	
14. Chomedey	Aglaia Revelakis	
15. Saint-Martin	Aline Dib	
16. Sainte-Dorothée	Ray Khalil	<a href="#">Membre du comité exécutif</a>
17. Laval-les-Îles	Nicholas Borne	<a href="#">Membre associé du comité exécutif</a>
18. L'Orée-des-Bois	Yannick Langlois	
19. Marc-Aurèle-Fortin	Michel Trottier	
20. Fabreville	Claude Laroche	
21. Sainte-Rose	Virginie Dufour	<a href="#">Membre du comité exécutif</a>





# Rapport financier consolidé





## Responsabilité de la direction de la Ville à l'égard de la présentation financière

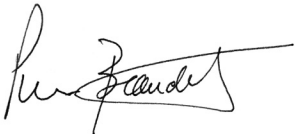
Les états financiers consolidés présentés dans ce rapport sont dressés conformément aux lois et aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, le tout tel que décrit à la note 2 afférente à ces états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés et toute l'information figurant dans le présent rapport financier annuel sont la responsabilité de la direction de la Ville. Cette dernière s'est également assurée de la cohérence entre les états financiers consolidés et toutes les autres informations divulguées dans le rapport financier annuel.

Pour évaluer certains faits et certaines opérations, la direction de la Ville a procédé à des estimations basées sur la meilleure appréciation qu'elle avait de la situation et en tenant compte de leur importance relative.

La direction de la Ville a la responsabilité de maintenir des systèmes de contrôle interne et de comptabilité appropriés qui fournissent une assurance raisonnable que les politiques de la Ville sont suivies, que ses opérations sont effectuées conformément aux lois et autorisations appropriées, que ses biens sont convenablement conservés et que les états financiers consolidés reposent sur des registres comptables fiables.

L'auditeur indépendant Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L. et la vérificatrice générale de Laval ont audité les états financiers consolidés et présentent le rapport qui suit dans les prochaines pages.



Pierre Beaudet

Directeur et trésorier du Service des finances



Jacques Ulysse

Directeur général

Le 21 avril 2021



## Rapport de l'auditeur indépendant et de la Vérificatrice générale

Aux membres du conseil municipal de  
Ville de Laval

### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de Ville de Laval (ci-après la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation de la dette nette et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires consolidés.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2020 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 28, 29, 30, 59, 60, 61 et 62, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de

l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Raymond Chabot*  
*Grant Thornton S.E. N.C. R. L.<sup>1</sup>*

*Véronique Boily, CPA auditrice, CA*

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique  
no A111208

Véronique Boily, CPA auditrice, CA  
Vérificatrice générale de Laval

Montréal  
Le 21 avril 2021

Laval  
Le 21 avril 2021





# Informations sectorielles consolidées





## Résultats détaillés par organisme

Exercice terminé le 31 décembre 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020			Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	742 292 532	757 514 000	761 943 068			761 943 068
Compensations tenant lieu de taxes	2	20 413 292	20 347 500	20 776 376			20 776 376
Quotes-parts	3						
Transferts	4	30 542 871	34 912 900	76 747 336		1 611 670	78 359 006
Services rendus	5	13 291 202	15 238 900	12 749 074		151 567 885	163 920 179
Imposition de droits	6	61 464 701	45 376 200	68 148 994			68 148 994
Amendes et pénalités	7	20 856 107	20 330 000	16 541 069			16 541 069
Revenus de placements de portefeuille	8	20 305 396	19 276 000	13 707 884			13 707 884
Autres revenus d'intérêts	9	4 255 485	4 183 900	3 588 409		1 524 102	3 938 520
Autres revenus	10	14 692 925	4 220 600	24 783 080		1 315 051	26 098 131
Effet net des opérations de restructuration (note 25)	11					46 996 548	46 996 548
	12	928 114 511	921 400 000	998 985 290		203 015 256	1 200 429 775
<b>Investissement</b>							
Taxes	13			192 394			192 394
Quotes-parts	14						
Transferts	15	28 211 740	34 208 100	75 332 926		21 226 415	96 559 341
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	1 786 517	16 016 900	1 837 983			1 837 983
Autres	18	3 628 760		3 871 067			3 871 067
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	33 627 017	50 225 000	81 234 370		21 226 415	102 460 785
	21	961 741 528	971 625 000	1 080 219 660		224 241 671	1 302 890 560
<b>Charges</b>							
Administration générale	22	100 709 760	115 793 300	103 882 791	8 043 320		111 926 111
Sécurité publique	23	185 728 521	185 022 600	191 975 172	7 881 970		199 857 142
Transport	24	185 919 496	188 349 300	192 881 649	49 787 985	166 553 524	409 223 158
Hygiène du milieu	25	117 569 654	121 276 100	121 861 360	51 927 689		173 789 049
Santé et bien-être	26	27 629 258	21 476 700	23 958 733			23 958 733
Aménagement, urbanisme et développement	27	23 674 954	33 905 000	26 718 691	166 076		26 884 767
Loisirs et culture	28	89 053 894	100 060 400	91 956 652	18 560 497	8 734 218	116 253 008
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	27 092 996	26 578 700	25 625 143		3 775 077	28 226 229
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	129 252 748	128 338 100	136 367 537	(136 367 537)		
	33	886 631 281	920 800 200	915 227 728		179 062 819	1 090 118 197
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	75 110 247	50 824 800	164 991 932		45 178 852	212 772 363

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

## Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme

Exercice terminé le 31 décembre 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	75 110 247	50 824 800	164 991 932	45 178 852	212 772 363
Moins : revenus d'investissement	2	( 33 627 017 )	( 50 225 000 )	( 81 234 370 )	( 21 226 415 )	( 102 460 785 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	41 483 230	599 800	83 757 562	23 952 437	110 311 578
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Amortissement	4	129 252 748	128 338 100	136 367 537	27 460 860	161 226 818
Produit de cession	5	346 872		10 600 000	51 888	10 651 888
(Gain) perte sur cession	6	(297 724)		(6 713 176)	45 103	(6 668 073)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	129 301 896	128 338 100	140 254 361	27 557 851	165 210 633
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9	870 601		1 293 074		1 293 074
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	870 601		1 293 074		1 293 074
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Remboursement ou produit de cession	12	2 387 710		2 298 316		422 884
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	551 158		1 824 394		1 824 394
	15	2 938 868		4 122 710		2 247 278
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	2 657 736		6 095 858	394 479	6 490 337
Remboursement de la dette à long terme	17	( 72 267 695 )	( 71 796 000 )	( 91 841 290 )	( 3 359 768 )	( 93 325 626 )
	18	(69 609 959)	(71 796 000)	(85 745 432)	(2 965 289)	(86 835 289)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	( 29 262 241 )	( 27 320 100 )	( 45 018 087 )	( 726 147 )	( 45 744 234 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	1 500 000		400 000		400 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	14 485 605	12 124 200	12 255 396		12 255 396
Réserves financières et fonds réservés	22	(29 835 164)	(39 091 100)	(33 868 095)	(131 974)	(34 000 069)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(2 964 580)	(2 854 900)	8 196 510	767 100	8 963 610
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(46 076 380)	(57 141 900)	(58 034 276)	(91 021)	(58 125 297)
	26	17 425 026	(599 800)	1 890 437	24 501 541	23 790 399
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	58 908 256		85 647 999	48 453 978	134 101 977

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

## Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organisme

Exercice terminé le 31 décembre 2020

		Réalizations 2019		Réalizations 2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	33 627 017	81 234 370	21 226 415	102 460 785
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
<b>Immobilisations</b>					
Acquisition					
Administration générale	2	( 14 919 786 )	( 41 019 061 )	( )	( 41 019 061 )
Sécurité publique	3	( 10 987 034 )	( 13 480 950 )	( )	( 13 480 950 )
Transport	4	( 74 762 462 )	( 78 992 150 )	( 31 688 800 )	( 110 680 950 )
Hygiène du milieu	5	( 56 601 338 )	( 47 711 688 )	( )	( 47 711 688 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 691 284 )	( 660 302 )	( )	( 660 302 )
Loisirs et culture	8	( 47 519 341 )	( 56 192 247 )	( 60 583 )	( 56 252 830 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
	10	( 205 481 245 )	( 238 056 398 )	( 31 749 383 )	( 269 805 781 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>					
Acquisition	11	( 3 011 972 )	( 1 925 852 )	( )	( 1 925 852 )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>					
Émission ou acquisition	12	( 785 000 )	( 3 481 100 )	( )	( 3 481 100 )
<b>Financement</b>					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	86 140 953	96 350 736	2 090 552	98 441 288
<b>Affectations</b>					
Activités de fonctionnement	14	29 262 241	45 018 087	726 147	45 744 234
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	7 967 916	468 839		468 839
Excédent de fonctionnement affecté	16			741 580	741 580
Réserves financières et fonds réservés	17	75 282 068	104 311 162		104 311 162
	18	112 512 225	149 798 088	1 467 727	151 265 815
	19	(10 625 039)	2 685 474	(28 191 104)	(25 505 630)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	23 001 978	83 919 844	(6 964 689)	76 955 155

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

## Situation financière par organisme

Au 31 décembre 2020

		2019		2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	1	76 435 281	479 125 236	42 844 252	521 969 488
Débiteurs (note 4)	2	255 086 679	356 253 922	126 939 795	483 193 717
Prêts (note 5)	3	41 752 448	39 877 016		
Placements de portefeuille (note 6)	4	535 591 210	120 679 230		120 679 230
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 7)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7	441 150	847 398		847 398
	8	909 306 768	996 782 802	169 784 047	1 126 689 833
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9				
Emprunts temporaires	10				
Créditeurs et charges à payer (note 9)	11	256 733 691	269 295 208	37 528 085	306 823 293
Revenus reportés (note 10)	12	40 155 470	44 948 102	26 998 019	71 946 121
Dette à long terme (note 11)	13	776 541 572	795 765 920	129 686 016	885 574 920
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 7)	14	107 208 080	96 198 443	9 761 681	105 960 124
Autres passifs (note 12)	15	1 000 000	1 000 000		1 000 000
	16	1 181 638 813	1 207 207 673	203 973 801	1 371 304 458
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 13)</b>	17	<b>(272 332 045)</b>	<b>(210 424 871)</b>	<b>(34 189 754)</b>	<b>(244 614 625)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 14)	18	2 532 334 273	2 630 136 310	335 271 179	2 869 804 803
Propriétés destinées à la revente (note 15)	19	76 878 130	77 104 661		77 104 661
Stocks de fournitures	20	6 700 193	7 314 736	4 009 617	11 324 353
Autres actifs non financiers (note 16)	21	4 856 384	9 298 031	3 184 781	12 482 812
	22	2 620 768 980	2 723 853 738	342 465 577	2 970 716 629
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	137 581 631	97 215 368	(20 268 568)	76 946 800
Excédent de fonctionnement affecté	24	27 610 298	103 971 613	34 046 736	138 018 349
Réserves financières et fonds réservés	25	352 734 983	327 576 923	1 124 924	328 701 847
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	( 151 336 570 )	( 144 279 725 )	( 17 554 400 )	( 161 834 125 )
Financement des investissements en cours	27	(29 076 907)	46 086 642	1 783 045	47 869 687
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	2 010 923 500	2 082 858 046	309 144 086	2 296 399 446
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	2 348 436 935	2 513 428 867	308 275 823	2 726 102 004
Obligations contractuelles (note 17)					
Droits contractuels (note 18)					
Éventualités (note 19)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

## Charges par objets

Exercice terminé le 31 décembre 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>Rémunération</b>	1	360 211 700	351 960 587	440 230 993	415 741 783
<b>Charges sociales</b>	2	78 637 500	90 697 148	111 925 778	92 913 462
<b>Biens et services</b>					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	195 409 400	186 729 119	224 299 348	236 273 045
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	17 865 000	18 470 557	19 135 875	19 458 014
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	9	4 246 000	2 345 304	3 875 299	4 312 542
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	4 467 700	4 809 282	5 215 055	6 294 086
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	94 832 000	91 225 072	91 225 072	85 743 827
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15	26 375 900	32 846 033	32 846 033	32 355 749
Autres	16				
<b>Amortissement des immobilisations</b>	17	128 338 100	136 367 537	161 226 818	152 676 726
<b>Autres</b>					
▪ Divers	18	10 416 900	(222 911)	137 926	5 655 403
▪	19				
▪	20				
	21	920 800 200	915 227 728	1 090 118 197	1 051 424 637





# États financiers consolidés





# État consolidé des résultats

Exercice terminé le 31 décembre 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	757 514 000	762 135 462	742 292 532
Compensations tenant lieu de taxes	2	20 347 500	20 776 376	20 413 292
Quotes-parts	3			
Transferts	4	112 108 800	174 918 347	77 062 064
Services rendus	5	178 394 900	163 920 179	156 383 890
Imposition de droits	6	46 376 200	68 148 994	61 464 701
Amendes et pénalités	7	20 330 000	16 541 069	20 856 107
Revenus de placements de portefeuille	8	19 276 000	13 707 884	20 305 396
Autres revenus d'intérêts	9	4 661 400	3 938 520	4 399 245
Autres revenus	10	22 132 800	31 807 181	21 895 793
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration (note 25)	12		46 996 548	
	13	1 181 141 600	1 302 890 560	1 125 073 020
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	120 656 500	111 926 111	106 974 615
Sécurité publique	15	192 543 800	199 857 142	193 415 614
Transport	16	418 110 300	409 223 158	394 312 817
Hygiène du milieu	17	173 559 900	173 789 049	169 031 996
Santé et bien-être	18	21 476 700	23 958 733	27 629 258
Aménagement, urbanisme et développement	19	33 920 800	26 884 767	23 736 011
Loisirs et culture	20	121 854 700	116 253 008	106 259 684
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	31 702 000	28 226 229	30 064 642
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	1 113 824 700	1 090 118 197	1 051 424 637
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	67 316 900	212 772 363	73 648 383
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		2 513 329 641	2 439 681 258
Redressement aux exercices antérieurs	27			
Solde redressé	28		2 513 329 641	2 439 681 258
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		2 726 102 004	2 513 329 641

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer à la page 28.**

## État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	67 316 900	212 772 363	73 648 383
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	383 914 700 )	269 805 781 )	224 685 704 )
Produit de cession	3	44 400	10 651 888	436 784
Amortissement	4	156 211 100	161 226 818	152 676 726
(Gain) perte sur cession	5		(6 668 073)	(317 368)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration (note 25)	7		(64 434 070)	
	8	(227 659 200)	(169 029 218)	(71 889 562)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(226 531)	(1 709 072)
Variation des stocks de fournitures	10		(1 274 916)	329 091
Variation des autres actifs non financiers	11		(5 044 236)	354 255
	12		(6 545 683)	(1 025 726)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	15	(160 342 300)	37 197 462	733 095
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(281 812 087)	(282 545 182)
Redressement aux exercices antérieurs	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(281 812 087)	(282 545 182)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	20		(244 614 625)	(281 812 087)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

# État consolidé de la situation financière

Au 31 décembre 2020

		2020	2019
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	1	521 969 488	101 111 209
Débiteurs (note 4)	2	483 193 717	352 808 588
Prêts (note 5)	3		41 752 448
Placements de portefeuille (note 6)	4	120 679 230	535 591 210
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 7)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	847 398	441 150
	8	1 126 689 833	1 031 704 605
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9		
Emprunts temporaires	10		
Créditeurs et charges à payer (note 9)	11	306 823 293	283 651 022
Revenus reportés (note 10)	12	71 946 121	40 600 037
Dette à long terme (note 11)	13	885 574 920	873 018 572
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 7)	14	105 960 124	115 247 061
Autres passifs (note 12)	15	1 000 000	1 000 000
	16	1 371 304 458	1 313 516 692
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 13)</b>	17	(244 614 625)	(281 812 087)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 14)	18	2 869 804 803	2 700 883 581
Propriétés destinées à la revente (note 15)	19	77 104 661	76 878 130
Stocks de fournitures	20	11 324 353	10 049 437
Autres actifs non financiers (note 16)	21	12 482 812	7 330 580
	22	2 970 716 629	2 795 141 728
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	2 726 102 004	2 513 329 641

Obligations contractuelles (note 17)

Droits contractuels (note 18)

Éventualités (note 19)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

# État consolidé des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 décembre 2020

		2020	2019
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	212 772 363	73 648 383
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 14)	2	161 226 818	152 676 726
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession d'immobilisations	3	(6 668 073)	(317 368)
▪ Autres	4	(45 172 152)	551 158
	5	322 158 956	226 558 899
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(84 494 428)	33 319 220
Autres actifs financiers	7	(406 248)	(432 299)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	17 161 908	30 263 293
Revenus reportés	9	3 450 581	6 599 306
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(9 286 937)	(34 498 447)
Propriétés destinées à la revente	11	(226 531)	(1 709 072)
Stocks de fournitures	12	(1 274 916)	329 091
Autres actifs non financiers	13	(5 044 236)	354 255
	14	242 038 149	260 784 246
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 269 805 781 )	( 224 685 704 )
Produit de cession	16	10 651 888	436 784
	17	(259 153 893)	(224 248 920)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( 3 481 100 )	( 785 000 )
Remboursement ou cession	19	422 884	2 387 710
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( 192 854 200 )	( 238 718 000 )
Cession	21	609 000 000	182 000 000
	22	413 087 584	(55 115 290)
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23	188 444 869	175 691 259
Remboursement de la dette à long terme	24	( 175 857 677 )	( 167 641 728 )
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(30 844)	40 373
Autres			
▪ Acquisition de la trésorerie de La Cité de la culture et du sport de Laval (note 25)	27	12 330 091	
▪	28		
	29	24 886 439	8 089 904
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	420 858 279	(10 490 060)
Solde déjà établi	31	101 111 209	111 601 269
Redressement aux exercices antérieurs	32		
Solde redressé	33	101 111 209	111 601 269
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 3)</b>	34	521 969 488	101 111 209

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2020

## 1. Statut

---

La Ville de Laval (la Ville) est régie principalement par la Loi sur les cités et villes de la province de Québec et par la Charte de la Ville de Laval (1965, chapitre 89 et ses modifications). Elle est dirigée par un conseil municipal et un comité exécutif.

## 2. Principales méthodes comptables

---

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux lois et aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice consolidé à des fins fiscales par organisme, présenté aux pages 28 et 29, et la ventilation de l'excédent accumulé consolidé à des fins fiscales, présentée aux pages 30, 59, 60, 61 et 62.

Dans les notes complémentaires et autres renseignements complémentaires consolidés, l'expression « Ville » désigne l'entité formée par la Ville de Laval et les organismes qu'elle contrôle, et l'expression « Administration municipale » désigne la Ville de Laval sans les organismes qu'elle contrôle.

### Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés à titre de revenus, de charges, d'actifs, de passifs, d'engagements et d'éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses et pour réduction de valeur sur les placements, les revenus de taxation révisés, les droits de mutation immobilière, les transferts, les durées de vie utile des immobilisations aux fins d'amortissement, les hypothèses actuarielles liées aux avantages sociaux futurs ainsi que les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre de l'assainissement des sites contaminés, des passifs, des contestations d'évaluations et des réclamations en justice.

### A) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de l'Administration municipale. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

Le périmètre comptable de l'Administration municipale comprend les organismes suivants :

- Société de transport de Laval
- Centre d'incubation et d'accélération en mobilité intelligente à Laval
- La Cité de la culture et du sport de Laval

Le Centre d'incubation et d'accélération en mobilité intelligente à Laval sera dissous au cours des prochains exercices.

### B) Comptabilité d'exercice

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les faits et les transactions.

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

---

### C) Actifs

#### a) Actifs financiers

##### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse et des placements de portefeuille dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

##### Prêts

Les prêts sont présentés au moindre du coût et de leur valeur de recouvrement nette.

##### Placements de portefeuille

Les placements à titre d'investissements sont comptabilisés à leur valeur nominale moins une provision pour réduction de valeur déterminée selon les probabilités de recouvrement.

Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

#### b) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs.

##### Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Ce coût inclut les intérêts sur les emprunts temporaires calculés jusqu'à la date de mise en service. Les immobilisations sont essentiellement amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	4 à 15 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans
Autres	10 ans

L'amortissement des véhicules de la Société de transport de Laval est calculé selon la méthode dégressive à des taux annuels de 22% et de 30%.

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou pour la prestation de services.

Lorsqu'une immobilisation n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de sa valeur comptable nette sur sa valeur résiduelle est passé en charge à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel la dépréciation est déterminée. Aucune réduction de valeur ne fait l'objet d'une reprise par la suite.

##### Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. La portion de celles destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent est présentée dans les actifs financiers.

##### Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi essentiellement selon la méthode de l'épuisement successif.



# Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

---

### D) Passifs

#### Provision pour contestations d'évaluations

La provision pour contestations d'évaluations représente une estimation des remboursements comprenant le capital et les intérêts et pouvant résulter de jugements relatifs aux contestations d'évaluations foncières.

#### Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant, de façon probable, relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à l'aide de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

#### Revenus reportés

Les montants perçus en vue de l'acquisition et de l'aménagement des parcs et terrains de jeux et pour la réfection du réseau routier sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'acquisition d'immeubles destinés à ces fins ou lors de la réalisation des travaux qui y sont reliés.

Les produits de loyers de base d'espaces commerciaux et d'identification perçus par anticipation par La Cité de la culture et du sport de Laval sont constatés à l'état consolidé des résultats selon la méthode linéaire sur la durée des contrats, lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

#### Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais reportés liés à la dette à long terme sont amortis sur la durée de l'émission selon la méthode de l'amortissement linéaire. La dette à long terme est présentée, nette de ces frais reportés, à l'état consolidé de la situation financière.

### E) Revenus

Les montants bruts des revenus sont comptabilisés afin d'enregistrer l'ensemble des activités économiques. Les revenus sont présentés en faisant abstraction des montants de TPS et de TVQ à percevoir et à remettre aux gouvernements.

#### Revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes

Les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ils sont exigibles.

#### Revenus de transferts

Les revenus de transferts sont constatés aux états financiers consolidés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, où les critères d'admissibilité ont été satisfaits et lorsqu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste « Revenus reportés ».

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

#### Services rendus

Les revenus liés aux services rendus sont constatés à l'état consolidé des résultats lorsque les services sont rendus, qu'ils donnent lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Conformément aux modalités de l'entente en cours d'autorisation, en raison du contexte particulier lié à la pandémie de COVID-19, pour l'année 2020, la rémunération de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) correspond aux coûts réels des prestations du service de transport collectif sur le territoire de la Société de transport de Laval. Ils sont constatés sur la base des montants convenus entre les deux organismes.

De plus, selon les modalités de l'entente de la prestation de la gestion de contrat déléguée qui sont en cours d'autorisation, les revenus provenant de l'ARTM correspondent à une rémunération basée sur les coûts réels, pour les équipements métropolitains et la billetterie. Ils sont constatés sur la base des montants convenus entre les deux organismes.

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

---

### Revenus d'imposition de droits, d'amendes et de pénalités, d'intérêts et autres revenus

Les revenus d'imposition de droits, d'amendes et de pénalités et les autres revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent, lorsqu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Les revenus d'imposition de droits incluent les droits de mutation immobilière; ceux-ci sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits. Les amendes et les pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

### F) Avantages sociaux futurs

#### a) Avantages sociaux futurs à cotisations déterminées

Le régime de retraite des élus municipaux et le programme d'allocation de retraite des cols bleus auxquels participe l'Administration municipale ainsi que les régimes de retraite des employés syndiqués de la Société de transport de Laval sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées. La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créiteurs et charges à payer pour des cotisations dues, non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

#### b) Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités ainsi que le coût du maintien des avantages lors de certaines absences prolongées.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. S'ajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs à l'aide du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'Administration municipale et de la Société de transport de Laval en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode de la valeur ajustée sur une période de quatre ans.

Les gains et les pertes actuariels pour les avantages de retraite des employés sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte. Pour les autres avantages, les gains et les pertes sont constatés immédiatement dans l'exercice au cours duquel ils se matérialisent.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement à la charge de l'exercice.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis pour certains régimes non capitalisés fait l'objet, en contrepartie, d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

---

### G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet d'une taxation différée. Elles sont créées aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'Administration municipale et la Société de transport de Laval et sont amorties selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

#### a) Mesures d'allègement fiscal liées aux avantages sociaux futurs :

- Déficit initial au 1<sup>er</sup> janvier 2007 :

Dans le cas des régimes capitalisés, le déficit initial est amorti de façon progressive sur la DMERCA des salariés participants.

Dans le cas des régimes non capitalisés, il est amorti de façon non systématique ou non amorti, conformément aux dispositions d'allègement à des fins de taxation.

#### b) Financement à long terme des activités de fonctionnement :

Le financement à long terme des activités de fonctionnement est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital.

### H) Instruments financiers

La Société de transport de Laval utilise périodiquement des contrats de swaps sur marchandises pour se couvrir des fluctuations du prix du carburant. Les gains et les pertes qui y sont liés sont constatés dans l'état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle ils sont réalisés et sont présentés avec la charge relative à l'élément couvert. La Société de transport de Laval n'a pas recours à des instruments financiers à des fins spéculatives.

### I) Sectorisation et présentation des résultats

La situation financière de la Ville, ses résultats, ses excédents (déficits) des activités de fonctionnement et d'investissement à des fins fiscales de l'exercice ainsi que ses charges par objets sont ventilés entre les deux secteurs suivants : l'Administration municipale et les organismes contrôlés.

Les charges sont réparties entre les fonctions suivantes :

- Administration générale;
- Sécurité publique;
- Transport;
- Hygiène du milieu;
- Santé et bien-être;
- Aménagement, urbanisme et développement;
- Loisirs et culture;
- Frais de financement.

### J) Fonds réservés

La Ville a contracté des emprunts auprès du ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional ainsi qu'un emprunt auprès de FLS-FTQ, constitués de prêts octroyés par FLS-FTQ dans le cadre du Fonds local d'investissement (FLI) et du Fonds local de solidarité (FLS). La Ville a affecté les fonds reçus dans des fonds réservés, puisque l'existence du FLI et du FLS est prévue légalement. La Ville utilise ces fonds en les investissant sous forme de prêts à des entrepreneurs, en affectant ces fonds réservés.

### K) Effet net des opérations de restructuration

La Ville applique les recommandations du chapitre SP 3430 Opérations de restructuration. Les actifs et passifs reçus lors d'une opération de restructuration sont comptabilisés à leur valeur comptable à la date de la restructuration, et la hausse de l'actif net ou du passif net découlant de la comptabilisation des différents actifs et passifs reçus doit être comptabilisée en tant que produit ou charge.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### 3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	105 605 861	60 381 891
Découvert bancaire	2 (	)	)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	416 363 627	40 729 318
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8</b>	<b>521 969 488</b>	<b>101 111 209</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	384 458 423	30 118 723
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	58 426 100	70 733 300

Les placements à court terme sont constitués de comptes d'investissement portant intérêts à des taux de 0,85 % à 1,05 %.

### 4. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	43 951 124	29 660 540
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	269 347 555	208 226 250
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	108 432 840	66 724 564
Organismes municipaux	15	8 374 650	511 953
Autres			
▪ Droits de mutation immobilière	16	28 721 827	21 219 493
▪ Divers	17	24 365 721	26 465 788
	18	483 193 717	352 808 588
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	207 634 940	164 828 801
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	207 634 940	164 828 801
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	13 848 987	12 551 194

En vertu d'ententes avec le gouvernement du Québec, la Ville recevra de ce dernier, sous forme de transferts, une compensation pour les intérêts qu'elle doit payer sur ces sommes.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### 5. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪ La Cité de la culture et du sport de Laval	26		41 752 448
▪	27		
	28		41 752 448
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

### 6. Placements de portefeuille

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	3 107 031	1 873 210
Autres placements	31	117 572 199	533 718 000
	32	120 679 230	535 591 210
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		375 271 773
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	3 050 908	1 226 513

Les placements à titre d'investissement sont constitués de prêts et de capital-actions d'entreprises.

Les autres placements de portefeuille sont constitués de certificats de placements garanti (CPG) échéant en janvier 2021. Ils portent intérêts à un taux de 3,38%.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### 7. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	16 335 336	(4 881 264)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(122 295 460)	(110 365 797)
	37	(105 960 124)	(115 247 061)
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	29 473 900	26 042 300
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	18 689 890	7 828 073
Régimes à cotisations déterminées	40	7 184 342	6 730 676
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	436 259	421 568
	43	55 784 391	41 022 617

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

#### Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2020. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie, car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

### 8. Autres actifs financiers

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 15)	44	847 398	441 150
Autres	45		
	46	847 398	441 150

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### 9. Crédoiteurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	150 341 719	142 361 871
Salaires et avantages sociaux	48	99 008 350	77 600 367
Dépôts et retenues de garantie	49	35 646 763	30 611 758
Provision pour contestations d'évaluation	50	6 013 573	3 781 071
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette à long terme	51	4 082 836	3 724 864
▪ Réclamations (note 19)	52	9 863 972	23 890 839
▪ Autres courus et passifs	53	1 866 080	1 680 252
▪	54		
▪	55		
	56	306 823 293	283 651 022

La provision pour contestations d'évaluations représente une estimation des remboursements de taxes, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de demandes de révision ou de jugements du Tribunal administratif du Québec.

### 10. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	25 202	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	21 537 600	19 840 791
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59	2 090 287	962 405
Fonds parcs et terrains de jeux	60	7 836 899	8 699 855
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66	535 061	766 994
Autres			
▪ Transferts	67	7 169 905	4 125 184
▪ Droits d'identification et loyers	68	26 672 626	
▪ Divers	69	6 078 541	6 204 808
▪	70		
	71	71 946 121	40 600 037

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### 11. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	4,15	2021	2029	72	869 569 348	860 232 205
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises		4,97	2022	2030	76	8 647 732	4 725 738
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,50	6,92	2024	2037	78	13 061 824	13 733 769
Autres					79		
					80	891 278 904	878 691 712
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	( 5 703 984 )	( 5 673 140 )
					82	885 574 920	873 018 572

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		103 555 789	1 643 474	132 023	105 331 286
2022	84		93 483 000	1 643 474	109 909	95 236 383
2023	85		85 919 000	1 643 474	48 327	87 610 801
2024	86		80 894 161	1 888 690	945	82 783 796
2025	87		73 459 192	1 149 403	993	74 609 588
2026 et plus	88		432 258 206	13 601 275	8 355 535	454 215 016
	89		869 569 348	21 569 790	8 647 732	899 786 870
Intérêts et frais accessoires	90			( 8 507 966 )		( 8 507 966 )
	91		869 569 348	13 061 824	8 647 732	891 278 904



## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### 12. Autres passifs

		2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92		
Assainissement des sites contaminés	93	1 000 000	1 000 000
Autres			
▪	94		
▪	95		
▪	96		
▪	97		
	98	1 000 000	1 000 000

### 13. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(244 614 625)	(281 812 087)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 (	)	(
Autres	101 (	)	(
	102	(244 614 625)	(281 812 087)

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### 14. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	103	721 066 353	7 849 057	11 295 752	717 619 658
Eaux usées	104	1 036 227 957	16 269 749	6 379 802	1 046 117 904
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	1 041 453 541	50 560 394	21 593 394	1 070 420 541
Autres					
▪ Autres	106	262 513 410	29 865 479	1 463 824	290 915 065
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	492 205 830	34 697 251	(47 979 968)	574 883 049
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	282 665 298	24 040 280	8 339 506	298 366 072
Ameublement et équipement de bureau	112	80 001 967	14 723 304	5 201 543	89 523 728
Machinerie, outillage et équipement divers	113	86 567 267	14 164 436	(11 675 586)	112 407 289
Terrains	114	328 549 850	39 587 851	1 825 677	366 312 024
Autres	115				
	116	4 331 251 473	231 757 801	(3 556 056)	4 566 565 330
Immobilisations en cours	117	110 299 591	38 047 980		148 347 571
	118	4 441 551 064	269 805 781	(3 556 056)	4 714 912 901
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	119	269 371 315	20 762 261	11 295 752	278 837 824
Eaux usées	120	522 608 087	26 742 773	6 379 802	542 971 058
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	445 028 462	41 431 189	21 593 394	464 866 257
Autres					
▪ Autres	122	106 360 732	13 413 694	2 976 513	116 797 913
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	144 548 124	16 037 586	(955 881)	161 541 591
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	176 863 673	20 948 319	8 242 515	189 569 477
Ameublement et équipement de bureau	128	41 039 594	12 062 276	6 126 901	46 974 969
Machinerie, outillage et équipement divers	129	34 847 496	9 828 720	1 127 207	43 549 009
Autres	130				
	131	1 740 667 483	161 226 818	56 786 203	1 845 108 098
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	132	2 700 883 581			2 869 804 803
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133	17 024 945			17 024 945
Amortissement cumulé	134	( 4 552 283 )	( 510 300 )	( )	( 5 062 583 )
Valeur comptable nette	135	12 472 662			11 962 362

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### 15. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	62 005 803	61 410 858
Immeubles industriels municipaux	137	14 745 272	14 745 272
Autres	138	1 200 984	1 163 150
	139	77 952 059	77 319 280
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	140	847 398	441 150
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	77 104 661	76 878 130

### 16. Autres actifs non financiers

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	142	9 944 674	4 833 482
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪ Frais reportés	145	2 538 138	2 497 098
▪	146		
	147	12 482 812	7 330 580

### 17. Obligations contractuelles

- a) Au 31 décembre 2020, la Ville a des engagements relatifs aux charges de fonctionnement envers des tiers de 297 249 003 \$. Les versements des cinq prochains exercices s'élèvent à 102 466 126 \$ pour 2021, à 72 402 751 \$ pour 2022, à 50 188 702 \$ pour 2023, à 35 394 654 \$ pour 2024 et à 27 642 892 \$ pour 2025. Le solde de ces engagements s'échelonne jusqu'en 2038.
- b) Au 31 décembre 2020, les engagements relatifs aux activités d'investissement envers des tiers totalisent 467 672 741 \$. De plus, les dépenses admissibles feront l'objet de subventions variant entre 37% et 100%, pour un total estimé de 174 030 546 \$.

### 18. Droits contractuels

En plus de ses engagements relatifs aux activités d'investissement présentés à la note 17 b), la Ville a conclu des ententes à long terme totalisant 37 489 733 \$. Les droits contractuels à percevoir au cours des 5 prochains exercices s'établissent à 2 432 200 \$ pour 2021, à 2 490 400 \$ pour 2022, à 2 541 400 \$ pour 2023, à 2 594 800 \$ pour 2024 et à 2 650 600 \$ pour 2025. Ces droits contractuels seront perçus jusqu'en 2034.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### 19. Éventualités

a) Au 31 décembre 2020, les réclamations pendantes envers l'Administration municipale s'élevaient à 69 269 445 \$. Une provision pour réclamations de 9 863 972 \$ a été comptabilisée. Cela représente la meilleure estimation de la direction à l'égard de ce passif potentiel.

Par ailleurs, une demande d'autorisation d'exercer une action collective a été soumise au tribunal et notifiée à la Ville en 2019. Cette demande vise un recours collectif totalisant 385 000 000 \$. La requérante allègue la négligence de la Ville au cours des crues printanières de 2019. La requête est toujours en attente d'un jugement d'autorisation ou de refus.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquiescer ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget de fonctionnement annuel, la réserve pour autoassurance, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

De plus, le 10 avril 2019, une demande introductive d'instance a été transmise à La Cité de la culture et du sport de Laval par un partenaire. Le montant de la requête initiale de 6 815 228 \$ a été augmenté depuis, selon le partenaire, à 12 394 086 \$. Au cours de l'exercice 2018, La Cité de la culture et du sport de Laval avait constaté un passif financier d'un montant de 4 918 410 \$, et la contrepartie a été comptabilisée aux résultats à titre de frais contractuels dans les frais d'exploitation. Ce passif financier découlait d'un différend sur des clauses de compensation relativement à une entente contractuelle. Considérant l'évolution du dossier, les faits communiqués et la judiciarisation du dossier survenu depuis 2018, La Cité de la culture et du sport de Laval est dans l'impossibilité d'estimer le dénouement de ce litige. Conséquemment, au cours des exercices 2019 et 2020, aucun passif additionnel n'a été constaté.

Le 9 septembre 2016, une demande introductive d'instance a été transmise à La Cité de la culture et du sport de Laval par un proposant non retenu à la suite de l'appel de propositions pour la conception et la construction du complexe. Ce dernier réclame une somme de 10 863 100 \$ pour frais encourus dans la préparation de sa proposition. La direction est d'avis que cette réclamation n'est pas fondée, et par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

b) La Ville pourvoit, par le biais de son budget de fonctionnement annuel ou d'une réserve, aux couvertures relatives à sa responsabilité civile, à sa responsabilité civile excédentaire (umbrella) ainsi qu'aux pertes matérielles de sa flotte automobile et de ses équipements qui ne sont pas couverts par une assurance souscrite auprès d'une compagnie d'assurances.

c) La Ville a obtenu l'autorisation du ministre des Affaires municipales et de l'Habitation du Québec de se porter caution pour le Complexe Multi-Sports de Laval inc. pour 8 400 000 \$, plus intérêts et frais afférents. Au 31 décembre 2020, le solde des prêts est de 5 434 025 \$.

Elle a également obtenu l'autorisation de se porter caution pour le Centre d'interprétation de l'eau de Laval (C.I.EAU) pour 200 000 \$, plus intérêts et frais afférents. Au 31 décembre 2020, le solde des prêts est de 2 935 \$.

De plus, la Ville a obtenu l'autorisation de se porter caution pour la Télévision régionale de Laval inc. pour 201 700 \$. Au 31 décembre 2020, le solde des prêts est de 34 900 \$.

d) Au 31 décembre 2020, des avis d'expropriation sont en attente d'audition au Tribunal administratif du Québec. L'indemnité définitive n'ayant pas été déterminée et étant difficilement estimable, aucune provision concernant les indemnités additionnelles qui pourraient être requises n'a été comptabilisée. La Ville est d'avis que le dénouement de cette situation n'aura aucune incidence sur son état des résultats et aucune incidence défavorable sur sa situation financière.

e) La Ville possède des immeubles contaminés à l'amiante. Pour certains de ces immeubles, aucune décontamination n'est envisagée. Pour les immeubles où la décontamination est prévue, il est impossible d'évaluer, à l'heure actuelle, le coût d'une telle opération. Ainsi, aucun passif n'est présenté à cet effet.

f) La Ville possède des terrains potentiellement contaminés ou présentant un risque de contamination et pour lesquels des études de caractérisation seront effectuées au moment opportun. Ces études pourraient démontrer la nécessité de procéder à des travaux de réhabilitation afin de rendre les sites conformes. Aucun passif n'est comptabilisé étant donné qu'il n'est pas possible de déterminer si les changements d'usage nécessiteront une décontamination et de ce fait il est impossible d'évaluer les coûts.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### 20. Fonds de roulement

---

L'Administration municipale et la Société de transport de Laval possèdent un fonds de roulement dont le capital autorisé est fixé à 14 180 000 \$.

### 21. Facilités de crédit

---

La Ville dispose de facilités de crédit de 75 000 000 \$ qui portent intérêt à des taux variant du taux préférentiel moins 0,25% au taux préférentiel. Au 31 décembre 2020, le taux préférentiel est fixé à 2,45%. Ces facilités sont renouvelables annuellement. Au 31 décembre 2020, elles ne sont pas utilisées.

### 22. Données budgétaires

---

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé représente le budget initial adopté par le conseil municipal reclassé aux fins de comparaison.

### 23. Chiffres comparatifs

---

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.

### 24. Récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics

---

Le 1<sup>er</sup> avril 2015, la Loi visant principalement la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics est entrée en vigueur. La Ville s'est prévaluée de cet outil législatif afin de récupérer des sommes payées en trop dans le cadre de l'adjudication, de l'attribution et de la gestion des contrats, pour la période du 15 décembre 1997 au 15 décembre 2017, selon les dispositions applicables.

À la suite de l'entrée en vigueur du chapitre III de la Loi, la Ville peut tenter des procédures civiles en vue de récupérer des sommes injustement perçues jusqu'au 15 décembre 2022. À ce sujet, les enquêteurs et les avocats de la Ville continuent leurs démarches en vue d'en récupérer le plus possible.

En 2020, la Ville a récupéré une somme totalisant 1,2 M\$ (en 2019, 6 M\$ ont été récupérés).

Les sommes remboursées ne peuvent être appliquées à des dépenses de fonctionnement précises ou rattachées à des immobilisations. Par conséquent, elles ont été comptabilisées dans les activités de fonctionnement - autres revenus.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### 25. Effet net des opérations de restructuration

Le 10 janvier 2020, La Cité de la culture et du sport de Laval a modifié ses lettres patentes. De ce fait, la composition de son conseil d'administration a été modifiée pour y ajouter deux administrateurs. Ainsi, quatre membres sont nommés par la Ville pour siéger au conseil d'administration, soit une majorité des administrateurs. Par conséquent, la Ville détient le contrôle sur La Cité de la culture et du sport de Laval (CCSL).

Détail des actifs et passifs transférés et reçus de la CCSL :

	Valeur Comptable	Ajustements (1)	Total
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 330 091	-	12 330 091
Débiteurs	46 149 210	(42 010 957)	4 138 253
	58 479 301	(42 010 957)	16 468 344
<b>PASSIFS</b>			
Créditeurs et charges à payer	6 268 872	(258 509)	6 010 363
Revenus reportés	168 166 371	(140 270 868)	27 895 503
Dettes à long terme	41 752 448	(41 752 448)	-
	216 187 691	(182 281 825)	33 905 866
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	(157 708 390)	140 270 868	(17 437 522)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations	162 530 339	(98 204 265)	64 326 074
Autres actifs non financiers	107 996	-	107 996
	162 638 335	(98 204 265)	64 434 070
<b>EXCEDENT ACCUMULE</b>	4 929 945	42 066 603	46 996 548

La valeur des actifs et passifs transférés et reçus de la CCSL correspond à l'effet net de la restructuration, lequel totalise 46 996 548 \$. Il est présenté à titre de revenu à l'état des résultats.

(1) Des ajustements ont été apportés à la valeur comptable des actifs et passifs de la CCSL afin d'adapter ces derniers aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public et d'éliminer les soldes réciproques. La CCSL a choisi d'appliquer les recommandations des normes s'appliquant uniquement aux organismes sans but lucratif du secteur public énoncées dans les chapitres SP 4200 à SP 4270, alors que les états financiers consolidés de la Ville sont établis conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### 26. Incidences résultant de la pandémie

---

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'état de pandémie suite à l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19), lequel continue de se propager dans le monde. La pandémie de COVID-19 et les mesures qu'elle a entraînées ont causé des perturbations temporaires importantes au sein des activités. Des mesures afin de minimiser les répercussions de la pandémie ont été prises et continueront de s'appliquer. Toutefois, à la date de mise au point définitive des états financiers consolidés, sa durée, sa gravité et ses incidences restent inconnues. Par conséquent, il est impossible d'estimer de façon fiable les impacts que la pandémie pourrait avoir sur les résultats financiers, les flux de trésorerie et la situation financière consolidés lors des exercices futurs.





# Autres renseignements complémentaires consolidés





## Excédent (déficit) accumulé consolidé

Au 31 décembre 2020

		2020	2019
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	76 946 800	137 581 631
Excédent de fonctionnement affecté	2	138 018 349	58 002 142
Réserves financières et fonds réservés	3	328 701 847	353 727 933
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 161 834 125 )	( 168 093 870 )
Financement des investissements en cours	5	47 869 687	(20 329 173)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	2 296 399 446	2 152 440 978
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	2 726 102 004	2 513 329 641
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	97 215 368	137 581 631
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	(20 268 568)	
	11	76 946 800	137 581 631
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Autoassurance	12	1 211 418	1 211 418
▪ Équilibre budgétaire	13	36 187 564	9 205 944
▪ Commission scolaire de Laval	14	3 250 000	3 250 000
▪ Option d'achat d'immeuble	15	98 047	98 047
▪ Développement économique	16	7 239 914	3 983 078
▪ Logement social	17	4 585 036	4 861 811
▪ Projets structurants	18	50 000 000	5 000 000
▪ Jeux du Québec	19	1 399 634	
▪	20		
	21	103 971 613	27 610 298
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪ Projets d'investissements	22	12 449 300	4 763 380
▪ Équilibre budgétaire	23	21 597 436	25 628 464
▪	24		
	25	34 046 736	30 391 844
	26	138 018 349	58 002 142

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

## Excédent (déficit) accumulé consolidé (suite)

Au 31 décembre 2020

	2020	2019	
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Paiement comptant des immobilisations	27	25 318 710	43 963 849
▪ Service de l'eau	28	191 781 154	202 848 627
▪ Honoraires professionnels et gestion des déchets	29	51 127 405	52 403 074
▪ Stabilisation des dépenses fluctuantes	30	14 054 451	6 018 604
▪ Réalisation de travaux	31	15 546 974	20 128 025
	32	297 828 694	325 362 179
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	13 000 000	13 000 000
Organismes contrôlés et partenariats	38	1 114 752	982 778
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40	10 172	10 172
Montant non réservé			
Administration municipale	41	490 453	561 061
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43	4 545 110	3 178 011
Fonds local de solidarité	44	324 685	331 937
Autres			
▪ Remembrement agricole	45	6 233 164	5 806 058
▪ Autres	46	5 154 817	4 495 737
	47	30 873 153	28 365 754
	48	328 701 847	353 727 933

## Excédent (déficit) accumulé consolidé (suite)

Au 31 décembre 2020

	2020	2019
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( 19 375 850 )	( 23 656 440 )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( 46 827 000 )	( 46 827 000 )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( )	( )
Autres	52 ( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ( 65 639 050 )	( 52 394 850 )
	54 ( 131 841 900 )	( 122 878 290 )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ( )	( )
Autres		
▪	58 ( )	( )
▪	59 ( )	( )
	60 ( 131 841 900 )	( 122 878 290 )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62 ( )	( )
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64 ( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65 ( )	( )
Autres		
▪	66 ( )	( )
▪	67 ( )	( )
	68 ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ( 8 354 519 )	( 4 211 776 )
Autres		
▪ Autres financements	72 ( 24 744 737 )	( 42 877 014 )
▪	73 ( )	( )
	74 ( 33 099 256 )	( 47 088 790 )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77 3 107 031	1 873 210
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80 3 107 031	1 873 210
	81 ( 161 834 125 )	( 168 093 870 )

## Excédent (déficit) accumulé consolidé (suite)

Au 31 décembre 2020

		2020	2019
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Financement non utilisé	82	144 115 241	105 019 753
Investissements à financer	83	( 96 245 554 )	( 125 348 926 )
	84	47 869 687	(20 329 173)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
<b>Éléments d'actif</b>			
Immobilisations	85	2 869 804 803	2 700 883 581
Propriétés destinées à la revente	86	77 952 059	77 319 280
Prêts	87		41 752 448
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	3 107 031	1 873 210
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	2 950 863 893	2 821 828 519
Ajustements aux éléments d'actif	91	(3 107 031)	(1 873 210)
	92	2 947 756 862	2 819 955 309
<b>Éléments de passif correspondant</b>			
Dette à long terme	93	( 885 574 920 )	( 873 018 572 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	( 5 703 984 )	( 5 673 140 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	207 634 940	164 828 801
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	33 099 256	47 088 790
	98	( 650 544 708 )	( 666 774 121 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( 812 708 )	( 740 210 )
	100	( 651 357 416 )	( 667 514 331 )
	101	2 296 399 446	2 152 440 978

## Avantages sociaux futurs consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

#### Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	<u>7</u>
Régimes supplémentaires de retraite	2	<u>1</u>

#### Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime de retraite des employés de la Ville de Laval et le régime de retraite des employés cadres et non syndiqués de la Société de transport de Laval sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec (L.R.Q., chapitre R-15.1) et de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les prestations prévues au titre du régime de retraite sont principalement fonction du nombre d'années de service et de la moyenne des trois meilleures années de rémunération pour l'Administration municipale et de la moyenne des cinq meilleures années consécutives de rémunération pour la Société de transport de Laval. Les participants et les employeurs se partagent le financement de leur régime respectif par le versement de cotisations.

Les employés cadres et non syndiqués de la Société de transport de Laval bénéficient également d'un programme d'allocation de retraite. Ce programme est un régime non capitalisé à prestations déterminées allouant une rente supplémentaire à certains employés. Cette rente représente l'excédent de la rente déterminée au régime de retraite sans tenir compte des limites fiscales imposées par la Loi sur les impôts sur la rente déterminée en tenant compte de ces limites. Pour ce régime, seule la Société de transport de Laval est responsable du financement.

L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de la capitalisation, post-restructuration, a été effectuée, au cours de 2020, en date du 31 décembre 2019 pour tous les régimes, à l'exception des régimes de retraite des policiers et des employés cadres et non syndiqués de la Société de transport de Laval.

## Avantages sociaux futurs consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

		2020	2019
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(4 881 283)	(40 518 600)
Charge de l'exercice	4	( 29 473 900 )	26 042 300
Cotisations versées par l'employeur	5	50 690 519	61 679 636
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	16 335 336	(4 881 264)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	1 716 230 164	1 586 429 836
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	( 1 762 332 028 )	( 1 601 646 000 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(46 101 864)	(15 216 164)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	62 437 200	10 334 900
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	16 335 336	(4 881 264)
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	16 335 336	(4 881 264)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>			
Nombre de régimes en cause	14	2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	1 713 140 036	1 586 429 836
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( 1 759 241 900 )	( 1 601 646 000 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( 46 101 864 )	( 15 216 164 )
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	64 438 900	54 092 900
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	64 438 900	54 092 900
Cotisations salariales des employés	21	( 38 687 200 )	32 544 100
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	25 751 700	21 548 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	1 940 400	2 072 900
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29		
▪	30		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	27 692 100	23 621 700
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	96 697 700	92 571 800
Rendement espéré des actifs	33	( 94 915 900 )	90 151 200
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	1 781 800	2 420 600
Charge de l'exercice	35	29 473 900	26 042 300



## Avantages sociaux futurs consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

		2020	2019
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	127 327 400	122 556 500
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	( 94 915 900 )	( 90 151 200 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	32 411 500	32 405 300
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(86 454 200)	(37 222 100)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	89 994 900	87 900 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	1 738 737 800	1 599 273 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	16 482 000	34 374 000
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	1 529 900	(1 339 181)
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	29 413 400	28 327 700
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	28 099 900	44 338 100
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	15	15
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,65 %	6,10 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,65 %	6,10 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

## Avantages sociaux futurs consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

#### Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	<u>8</u>
Autres avantages sociaux futurs	54	<u>6</u>

#### Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

L'Administration municipale et la Société de transport de Laval offrent des régimes de retraite supplémentaires non capitalisés à certains de leurs employés. Grâce à ces régimes, les participants acquièrent des droits à certaines prestations non payables en vertu du régime de retraite en raison des limites fiscales.

Les employés de l'Administration municipale et de la Société de transport de Laval bénéficient d'une gamme d'avantages sociaux complémentaires de retraite et postérieurs à l'emploi qui comprennent notamment l'assurance vie, la couverture de soins de santé, un régime de continuation de salaire temporaire durant l'invalidité ainsi que le maintien des protections d'assurances lors de certaines absences prolongées. Ces avantages varient en fonction de l'employeur et du groupe d'emploi à l'intérieur duquel se trouve un employé.

	2020	2019
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (110 365 797)	(109 226 908)
Charge de l'exercice	56 ( 18 689 890 )	( 7 828 073 )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 6 760 227	6 689 184
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (122 295 460)	(110 365 797)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( 149 958 010 )	( 117 088 382 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (149 958 010)	(117 088 382)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 27 662 550	6 722 585
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (122 295 460)	(110 365 797)
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (122 295 460)	(110 365 797)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 14	14
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( 149 958 010 )	( 117 088 382 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( 149 958 010 )	( 117 088 382 )

## Avantages sociaux futurs consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

		2020	2019
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	5 805 790	4 318 273
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	8 313 800	
	72	14 119 590	4 318 273
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75	14 119 590	4 318 273
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	910 900	33 500
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	562 600	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪ Pertes actuarielles constatées	81	108 000	147 000
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	15 701 090	4 498 773
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	2 988 800	3 329 300
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	2 988 800	3 329 300
Charge de l'exercice	87	18 689 890	7 828 073
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	(22 413 500)	(13 541 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	92	6 760 227	6 688 784
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	14	14
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)</b>			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	1,35 %	2,45 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	2,25 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	2,00 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	5,14 %	6,30 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	3,82 %	3,82 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2040	2040
Autres hypothèses économiques			
▪ Croissance des soins dentaires (%)	104	4	4
▪	105		

## Avantages sociaux futurs consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 3

#### Description du régime

Les employés syndiqués de la Société de transport de Laval couverts par les accréditations du Syndicat des chauffeurs de la Société de transport de Laval (SCFP) et le Syndicat des employés de terminus de la Société de transport de Laval (SCFP) participent au Régime de retraite des chauffeurs d'autobus de la Société de transport de Laval, alors que les employés couverts par les accréditations du Syndicat des employés d'entretien de la Société de transport de Laval (CSN) et le Syndicat des employés de bureau de la Société de transport de Laval (CSN) participent au Régime de retraite des employés syndiqués de bureau et d'entretien de la Société de transport de Laval. La contribution de la Société de transport de Laval pour ces régimes se limite à 8,25% des salaires admissibles pour le Régime de retraite des employés syndiqués de bureau et d'entretien et à 9% des salaires admissibles pour le Régime de retraite des chauffeurs d'autobus.

L'Administration municipale offre un programme d'allocation de retraite à ses employés cols bleus. Sa participation se limite à 4% des salaires versés.

Ces trois régimes sont, à des fins comptables, des régimes à cotisations déterminées.

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime de retraite par financement salarial	108	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109	
Autres régimes	110	6 730 676
	111	7 184 342
	7 184 342	6 730 676

### D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 112 \_\_\_\_\_

#### Description des régimes et autres renseignements

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	113	
Régime de retraite simplifié	114	
REER	115	
Autres régimes	116	
	117	

## Avantages sociaux futurs consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	22	22

#### Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement respectivement de cotisations et de contributions. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge engagée dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice comme il est établi par règlement du gouvernement.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	119	79 916	76 064
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	120	269 316	256 566
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	166 943	165 002
	122	436 259	421 568

# Fonds local d'investissement

Exercice terminé le 31 décembre 2020

		2020	2019
<b>RÉSULTATS</b>			
<b>Revenus</b>			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	35 265	72 642
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	212 203	166 553
Autres revenus	3	7 972	19 492
	4	255 440	258 687
<b>Charges</b>			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6	1 827 890	566 536
	7	1 827 890	566 536
Autres charges	8		
	9	1 827 890	566 536
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	10	<b>(1 572 450)</b>	<b>(307 849)</b>
<b>SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE</b>			
<b>Actifs</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	4 757 126	3 143 965
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13	43 111	35 719
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	5 977 609	2 950 020
Provision pour moins-value	15	( 2 959 939 )	( 1 135 545 )
	16	3 017 670	1 814 475
	17	7 817 907	4 994 159
<b>Passifs</b>			
Créditeurs et charges à payer	18	255 127	1 672
Revenus reportés	19		
Dettes à long terme	20	8 339 519	4 196 776
	21	8 594 646	4 198 448
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	22	<b>(776 739)</b>	<b>795 711</b>
<b>VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>			
Libres - FLI régulier	23	3 646 884	2 995 215
Libres - Aide d'urgence aux PME	24	1 054 742	
Supportant les engagements de prêts - FLI régulier	25		148 750
Supportant les engagements de prêts - Aide d'urgence aux PME	26	55 500	
Supportant les garanties de prêts - FLI régulier	27		
Supportant les garanties de prêts - Aide d'urgence aux PME	28		
	29	4 757 126	3 143 965

## Prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts et le capital-actions d'entreprises sont comptabilisés à leur valeur nominale moins une provision pour réduction de valeur déterminée selon les probabilités de recouvrement estimées par la direction.

### Dettes à long terme

La dette à long terme est constituée de deux prêts du gouvernement du Québec. Il s'agit d'un prêt FLI de 4 196 776 \$ sans intérêt et sans remboursement avant le 1<sup>er</sup> juin 2023 et d'un prêt PAUPME de 4 142 743 \$ sans intérêt et remboursable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021. Les sommes octroyées sous la forme de pardon de prêt aux entreprises via le volet AERAM ne feront pas l'objet d'un remboursement au gouvernement du prêt PAUPME.

### Obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Le Fonds PAUPME s'est engagé à effectuer des investissements additionnels de 55 500 \$. Les déboursés de ces investissements sont sujets à des conditions futures qui pourraient ne pas se matérialiser.

## Fonds local de solidarité

Exercice terminé le 31 décembre 2020

		2020	2019
<b>RÉSULTATS</b>			
<b>Revenus</b>			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	3 645	5 290
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	16 776	21 186
Autres revenus	3	2 609	600
	4	23 030	27 076
<b>Charges</b>			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6	(944)	(21 563)
	7	(944)	(21 563)
Intérêts sur la dette à long terme	8	600	520
Autres charges	9		1 316
	10	(344)	(19 727)
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	11	23 374	46 803
<b>SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE</b>			
<b>Actifs</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	336 069	342 938
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14	1 556	9 340
Prêts aux entreprises	15	180 330	149 703
Provision pour moins-value	16	( 90 968 )	( 90 968 )
	17	89 362	58 735
	18	426 987	411 013
<b>Passifs</b>			
Créditeurs et charges à payer	19	12 940	20 340
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	15 000	15 000
	22	27 940	35 340
<b>Solde du Fonds local de solidarité</b>			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23	89 362	58 735
Excédent (déficit) non affecté	24	309 685	316 938
	25	399 047	375 673
<b>VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>			
Libres	26	336 069	299 188
Supportant les engagements de prêts	27		43 750
	28	336 069	342 938

### Prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts sont comptabilisés à leur valeur nominale moins une provision pour réduction de valeur déterminée selon les probabilités de recouvrement estimées par la direction.

### Dette à long terme

Emprunt sans garantie de Fonds locaux de solidarité FTQ au taux de 4% (15 000 \$).





# Renseignements consolidés non audités





## Résultats et excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité	2020			2019		
	Budget	Réalisations	Écart	Budget	Réalisations	Écart
<b>Revenus</b>						
Taxes	757 514 000	762 135 462	4 621 462	738 775 700	742 292 532	3 516 832
Compensations tenant lieu de taxes	20 347 500	20 776 376	428 876	19 661 900	20 413 292	751 392
Transferts	112 108 800	174 918 347	62 809 547	115 150 500	77 062 064	(38 088 436)
Services rendus	178 394 900	163 920 179	(14 474 721)	156 226 600	158 151 837	1 925 237
Imposition de droits	46 376 200	68 148 994	21 772 794	38 417 400	61 464 701	23 047 301
Amendes et pénalités	20 330 000	16 541 069	(3 788 931)	17 445 000	20 856 107	3 411 107
Revenus de placements de portefeuille	19 276 000	13 707 884	(5 568 116)	15 005 500	20 305 396	5 299 896
Autres revenus d'intérêts	4 661 400	3 938 520	(722 880)	4 212 500	4 399 245	186 745
Autres revenus	22 132 800	31 807 181	9 674 381	23 410 700	20 127 846	(3 282 854)
Effet net des opérations de restructuration		46 996 548	46 996 548			
	1 181 141 600	1 302 890 560	121 748 960	1 128 305 800	1 125 073 020	(3 232 780)
<b>Charges</b>						
Administration générale	120 656 500	111 926 111	(8 730 389)	111 648 500	106 974 615	(4 673 885)
Sécurité publique	192 543 800	199 857 142	7 313 342	183 579 400	193 415 614	9 836 214
Transport	418 110 300	409 223 158	(8 887 142)	390 415 300	394 312 817	3 897 517
Hygiène du milieu	173 559 900	173 789 049	229 149	167 909 900	169 031 996	1 122 096
Santé et bien-être	21 476 700	23 958 733	2 482 033	22 351 100	27 629 258	5 278 158
Aménagement, urbanisme et développement	33 920 800	26 884 767	(7 036 033)	25 874 500	23 736 011	(2 138 489)
Loisirs et culture	121 854 700	116 253 008	(5 601 692)	106 238 600	106 259 684	21 084
Frais de financement	31 702 000	28 226 229	(3 475 771)	36 065 100	30 064 642	(6 000 458)
	1 113 824 700	1 090 118 197	(23 706 503)	1 044 082 400	1 051 424 637	7 342 237
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	67 316 900	212 772 363	145 455 463	84 223 400	73 648 383	(10 575 017)
Moins : revenus d'investissement	(89 600 500)	(102 460 785)	(12 860 285)	(106 158 900)	(50 162 834)	55 996 066
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	(22 283 600)	110 311 578	132 595 178	(21 935 500)	23 485 549	45 421 049
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
Immobilisations, propriétés destinées à la revente et placements	156 255 500	168 750 985	12 495 485	150 235 500	156 605 611	6 370 111
Financement	(74 875 800)	(86 835 289)	(11 959 489)	(69 183 000)	(73 042 939)	(3 859 939)
Affectations	(59 096 100)	(58 125 297)	970 803	(59 117 000)	(45 942 940)	13 174 060
	22 283 600	23 790 399	1 506 799	21 935 500	37 619 732	15 684 232
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>		134 101 977	134 101 977		61 105 281	61 105 281



## Analyse des revenus consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>TAXES</b>				
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	630 066 800	634 894 002	615 574 405
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	15 115 600	15 241 733	15 719 986
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8	2 062 200	2 111 340	2 222 110
	9	647 244 600	652 247 075	633 516 501
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	60 560 400	60 198 923	59 948 622
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
▪ Contrôle des moustiques	14	1 340 000	1 346 690	1 341 590
▪ Disposition de la neige	15	4 256 000	4 222 603	4 238 903
▪ Transport en commun régional	16	18 600 000	18 897 153	18 669 881
Centres d'urgence 9-1-1	17	2 900 000	2 708 533	2 843 128
Service de la dette	18	20 413 000	20 281 077	19 678 409
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20	2 200 000	2 041 014	2 055 498
Activités d'investissement	21		192 394	192 394
	22	110 269 400	109 888 387	108 776 031
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	110 269 400	109 888 387	108 776 031
	27	757 514 000	762 135 462	742 292 532

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	1 425 500	1 390 018	1 175 555
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	46 700	56 363	46 592
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	1 472 200	1 446 381	1 222 147
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	3 984 400	4 142 151	4 235 771
Cégeps et universités	34	2 413 100	2 656 925	2 981 090
Écoles primaires et secondaires	35	7 888 600	8 422 039	8 226 593
	36	14 286 100	15 221 115	15 443 454
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	15 758 300	16 667 496	16 665 601
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	42	3 947 500	3 441 784	3 158 779
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	641 700	667 096	588 912
Taxes d'affaires	44			
	45	4 589 200	4 108 880	3 747 691
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	20 347 500	20 776 376	20 413 292

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	53			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	54	998 000	1 961 287	1 961 287
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			4 344 562
Autres	57			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	610 200	544 320	544 320
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			1 611 670
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			1 758 317
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	713 200	442 541	442 541
Réseau de distribution de l'eau potable	69	931 800	822 502	822 502
Traitement des eaux usées	70	175 600	137 949	137 949
Réseaux d'égout	71	395 500	1 682 733	1 682 733
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	3 665 500	4 786 769	4 786 769
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	401 400	855 850	855 850
Autres	79			47 168

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	80	816 300	9 738	1 043 611
Sécurité du revenu	81		1 522 659	52 118
Autres	82	157 800	678 089	446 750
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	40 000	60 915	235 384
Rénovation urbaine	84	200	258	1 314
Promotion et développement économique	85	5 015 300	707 117	503 183
Autres	86			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	87	368 400	350 245	280 533
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	1 009 300	1 335 227	1 004 244
Autres	89	1 376 800	1 638 208	1 590 037
<b>Réseau d'électricité</b>	90			
	91	16 675 300	17 536 407	20 876 433



## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	92			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	6 849 700	21 786 098	11 613 758
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		21 226 415	16 535 817
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	4 715 000	6 395 030	1 799 770
Réseau de distribution de l'eau potable	108	6 476 500	17 676 577	1 765 084
Traitement des eaux usées	109	7 404 900	3 047 887	8 327 296
Réseaux d'égout	110	3 093 200	8 598 189	1 374 311
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113	397 700		
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117	72 100		2 132 421
Autres	118			

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social		119		
Sécurité du revenu		120		
Autres		121		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage		122		
Rénovation urbaine		123		
Promotion et développement économique		124		
Autres		125		
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	126	3 423 100	17 144 887	17 144 887
Activités culturelles				
Bibliothèques	127	93 300		
Autres	128	1 682 600	684 258	684 258
<b>Réseau d'électricité</b>	129			
	130	34 208 100	75 332 926	96 559 341
				44 747 557

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	8 351 600	7 114 569	6 071 382
Fonds de développement des territoires	136	2 061 000	654 324	1 138 712
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotation spéciale de fonctionnement	138	3 600 000	3 623 229	3 623 229
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139		1 291 613	1 291 613
Autres	140	4 225 000	46 527 194	4 227 980
	141	18 237 600	59 210 929	11 438 074
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	142	69 121 000	152 080 262	77 062 064

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
<b>Administration générale</b>				
Grefte et application de la loi	143			
Évaluation	144			
Autres	145			
	146			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	147			
Sécurité incendie	148			
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	152	22 800	24 857	24 857
Enlèvement de la neige	153			18 526
Autres	154			
Transport collectif	155		139 488 766	136 533 524
Autres	156		7 578 576	6 559 164
	157	22 800	147 092 199	143 111 214
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	164			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170			

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>2020</b>	<b>2020</b>	<b>2020</b>	<b>2019</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>				
<b>MUNICIPAUX (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	184			
	22 800	24 857	147 092 199	143 111 214

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186	10 000	14 526	14 526
Autres	187	7 380 000	7 800 142	7 800 142
	188	7 390 000	7 814 668	7 814 668
<b>Sécurité publique</b>				
Police	189	1 456 300	1 275 299	1 275 299
Sécurité incendie	190	40 000	87 743	87 743
Sécurité civile	191			
Autres	192			
	193	1 496 300	1 363 042	1 363 042
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	194	497 000	979 681	979 681
Enlèvement de la neige	195	350 000	391 158	391 158
Autres	196			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201			
	202	847 000	1 370 839	1 370 839
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203			
Réseau de distribution de l'eau potable	204			
Traitement des eaux usées	205			
Réseaux d'égout	206	330 000	360 065	360 065
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207			
Matières recyclables	208	276 000	386 465	386 465
Autres	209			
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211			
Autres	212	10 000	1 265	1 265
	213	616 000	747 795	747 795
				5 725
				708 650

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	218	34 800	80 794	87 158
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220	52 900	16 073	93 020
Autres	221			
	222	87 700	96 867	180 178
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	223	4 729 100	1 299 873	3 387 401
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	50 000	31 133	87 070
Autres	225			
	226	4 779 100	1 331 006	3 474 471
<b>Réseau d'électricité</b>	227			
	228	15 216 100	12 724 217	13 272 676
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	229	15 238 900	12 749 074	156 383 890

## Analyse des revenus consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	230	6 906 200	6 681 648	8 264 103
Droits de mutation immobilière	231	38 000 000	60 913 516	52 293 869
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233	470 000	553 830	906 729
	234	45 376 200	68 148 994	61 464 701
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	235	20 330 000	16 541 069	20 856 107
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	236	19 276 000	13 707 884	20 305 396
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	237	4 183 900	3 588 409	4 399 245
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238		6 713 176	317 368
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239	608 900	11 831 525	2 959 658
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241	16 016 900	1 837 983	1 786 517
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244	48 700	457 951	122 061
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	3 563 000	9 651 495	16 710 189
	247	20 237 500	30 492 130	21 895 793
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION (note 25)</b>				
	248		46 996 548	



## Analyse des charges consolidées

Exercice terminé le 31 décembre 2020

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	7 150 100	6 077 167	106 435	6 183 602	6 183 602	5 840 966
Greffe et application de la loi	2	23 398 700	21 303 357	402 245	21 705 602	21 705 602	20 609 301
Gestion financière et administrative	3	50 724 500	46 682 332	3 523 493	50 205 825	50 205 825	44 506 791
Évaluation	4	8 872 200	8 557 503	33 859	8 591 362	8 591 362	8 963 230
Gestion du personnel	5	18 718 800	15 773 546	57 769	15 831 315	15 831 315	14 482 991
Autres							
▪ Autres	6	6 929 000	5 488 886	3 919 519	9 408 405	9 408 405	12 571 336
▪	7						
	8	115 793 300	103 882 791	8 043 320	111 926 111	111 926 111	106 974 615
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	128 412 600	137 552 901	4 882 389	142 435 290	142 435 290	127 894 312
Sécurité incendie	10	49 052 900	48 615 969	2 876 519	51 492 488	51 492 488	48 947 975
Sécurité civile	11	1 209 700	868 232	112 708	980 940	980 940	11 537 051
Autres	12	6 347 400	4 938 070	10 354	4 948 424	4 948 424	5 036 276
	13	185 022 600	191 975 172	7 881 970	199 857 142	199 857 142	193 415 614
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	39 665 100	46 104 871	42 944 817	89 049 688	89 049 688	78 125 905
Enlèvement de la neige	15	49 716 800	52 113 849	1 024 660	53 138 509	53 138 509	58 496 257
Éclairage des rues	16	5 852 500	5 955 695	2 689 941	8 645 636	8 645 636	8 106 461
Circulation et stationnement	17	7 884 300	7 053 855	3 128 567	10 182 422	10 182 422	11 199 629
Transport collectif							
Transport en commun	18	85 202 000	81 626 016		81 626 016	248 179 540	238 339 133
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	28 600	27 363		27 363	27 363	45 432
	22	188 349 300	192 881 649	49 787 985	242 669 634	409 223 158	394 312 817

## Analyse des charges consolidées (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019	
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	16 460 200	16 394 164	11 080 037	27 474 201	27 474 201	26 183 525
Réseau de distribution de l'eau potable	24	14 270 500	14 640 567	10 328 390	24 968 957	24 968 957	25 575 486
Traitement des eaux usées	25	21 333 900	19 913 516	6 492 514	26 406 030	26 406 030	25 809 483
Réseaux d'égout	26	15 225 000	16 517 246	22 066 988	38 584 234	38 584 234	38 561 770
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	7 977 600	7 689 463		7 689 463	7 689 463	7 471 332
Élimination	28	11 975 200	11 841 237	4 875	11 846 112	11 846 112	11 229 459
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	7 133 400	6 863 799	425 861	7 289 660	7 289 660	7 017 890
Tri et conditionnement	30	2 297 400	4 863 305		4 863 305	4 863 305	4 669 401
Matières organiques							
Collecte et transport	31	4 854 600	4 683 505	243 986	4 927 491	4 927 491	4 101 315
Traitement	32	1 899 100	2 124 094		2 124 094	2 124 094	1 784 963
Matériaux secs	33	1 031 100	1 379 664	14 404	1 394 068	1 394 068	1 321 994
Autres							
Plan de gestion	35						
Autres							
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	4 313 400	3 936 168	1 043 995	4 980 163	4 980 163	5 135 263
Autres	39	12 504 700	11 014 632	226 639	11 241 271	11 241 271	10 170 115
	40	121 276 100	121 861 360	51 927 689	173 789 049	173 789 049	169 031 996
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41	9 798 100	8 949 508		8 949 508	8 949 508	16 472 934
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	11 678 600	15 009 225		15 009 225	15 009 225	11 156 324
	44	21 476 700	23 958 733		23 958 733	23 958 733	27 629 258

## Analyse des charges consolidées (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	24 461 700	17 543 151	158 725	17 701 876	17 701 876	14 566 748
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	540 800	297 509	4 866	302 375	297 509	92 047
Autres biens	47		285 119		285 119	289 985	6 809
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	8 885 700	7 529 825	1 604	7 531 429	7 531 429	9 055 750
Tourisme	49			881	881	881	881
Autres	50		1 047 633		1 047 633	1 047 633	
Autres	51	16 800	15 454		15 454	15 454	13 776
	52	33 905 000	26 718 691	166 076	26 884 767	26 884 767	23 736 011
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	7 366 300	6 881 951	355 011	7 236 962	7 236 962	6 957 756
Patinaires intérieures et extérieures	54	14 259 400	12 923 969	1 647 537	14 571 506	22 908 944	12 929 135
Piscines, plages et ports de plaisance	55	7 205 200	6 905 338	578 543	7 483 881	7 483 881	6 923 234
Parcs et terrains de jeux	56	25 960 400	24 027 534	8 938 988	32 966 522	32 966 522	33 101 314
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	4 177 600	2 223 637	3 165 551	5 389 188	2 787 609	5 648 167
	60	58 968 900	52 962 429	14 685 630	67 648 059	73 383 918	65 559 606
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	2 455 100	2 450 555	1 804 932	4 255 487	4 255 487	3 708 810
Bibliothèques	62	22 663 600	22 321 685	973 387	23 295 072	23 295 072	22 291 922
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	6 128 900	5 260 727	804 670	6 065 397	6 065 397	6 062 138
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	9 843 900	8 961 256	291 878	9 253 134	9 253 134	8 637 208
	66	41 091 500	38 994 223	3 874 867	42 869 090	42 869 090	40 700 078
	67	100 060 400	91 956 652	18 560 497	110 517 149	116 253 008	106 259 684

## Analyse des charges consolidées (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	68					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dette à long terme						
Intérêts	69	20 711 000	19 244 005		19 244 005	21 209 457
Autres frais	70	1 400 000	1 571 856		1 571 856	1 801 717
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	4 167 700	4 167 700		4 167 700	4 570 300
Autres	72	300 000	641 582		641 582	644 755
	73	26 578 700	25 625 143		25 625 143	28 226 229
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	74					
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>	75	128 338 100	136 367 537 (	136 367 537)		

# Endettement total net à long terme consolidé

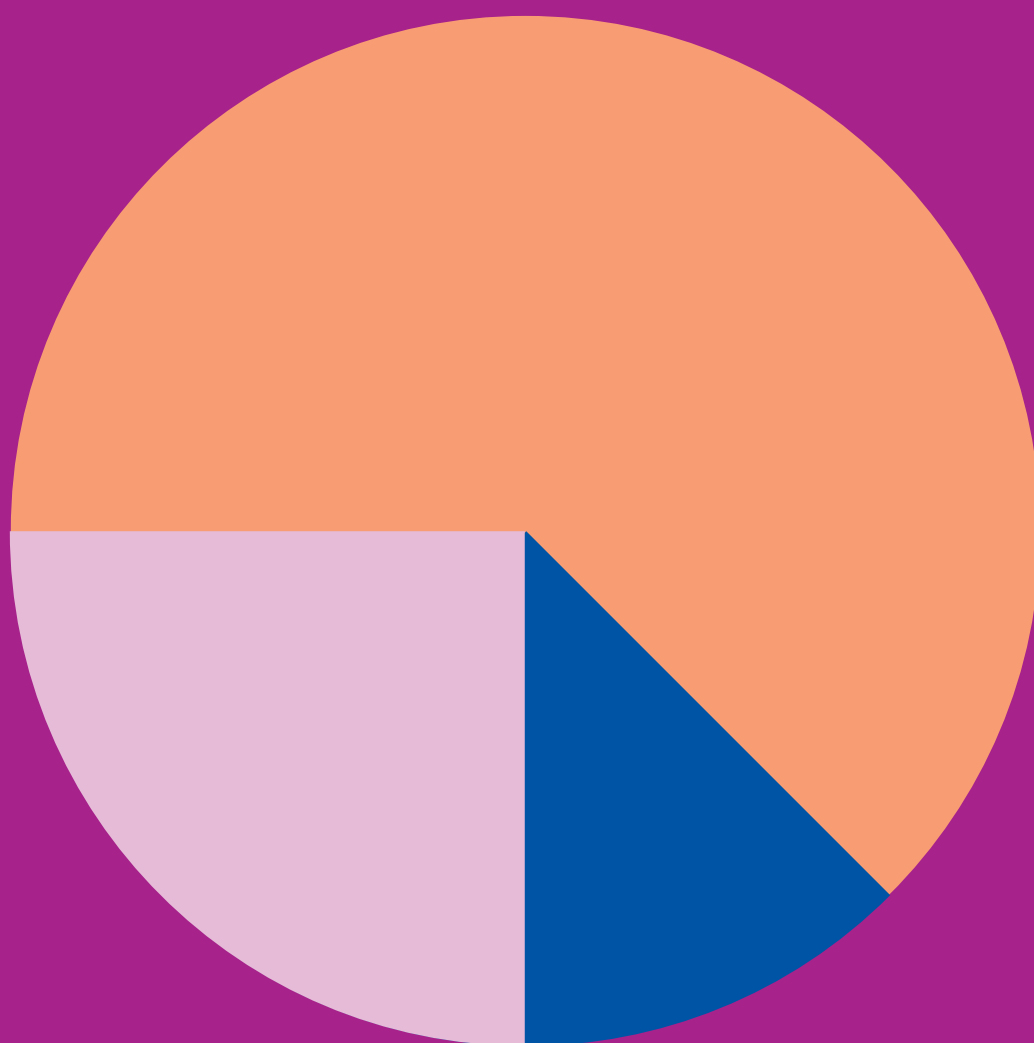
Au 31 décembre 2020

*Non audité*

<b>Administration municipale</b>		
Dette à long terme	1	801 469 904
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	83 653 903
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	104 106 017
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	39 877 016
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	5 451 926
Autres		
▪ Fonds local d'investissement et Fonds local de solidarité Laval	13	8 354 519
▪ Obligations émises envers la caisse de retraite et autres	14	16 946 906
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	710 387 423
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>		
Endettement net à long terme	16	24 374 048
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	2 801 897
Autres organismes	20	42 353 876
Endettement total net à long terme	21	779 917 244
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	779 917 244
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	



# Taux global de taxation réel







## Rapport de l'auditeur indépendant

Au trésorier de  
Ville de Laval

---

Raymond Chabot  
Grant Thornton S.E.N.C.R.L.  
Bureau 2000  
Tour de la Banque Nationale  
600, rue De La Gauchetière Ouest  
Montréal (Québec)  
H3B 4L8

T 514 878-2691

### Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de Ville de Laval (ci-après « la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Observation – référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C.R. L.*<sup>1</sup>

Montréal  
Le 21 avril 2021

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A111208





# Renseignements supplémentaires non audités





## Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	
<b>IMMOBILISATIONS</b>					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	14 201 396	14 201 396	21 679 371
	Usines de traitement de l'eau potable	2	5 711 615	5 711 615	2 433 483
	Usines et bassins d'épuration	3	6 565 655	6 565 655	9 361 700
	Conduites d'égout	4	16 018 285	16 018 285	13 289 510
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	49 219 172	49 219 172	49 231 757
	Ponts, tunnels et viaducs	7	12 987 121	12 987 121	15 102 930
	Systèmes d'éclairage des rues	8	2 087 009	2 087 009	2 039 855
	Aires de stationnement	9	492 947	492 947	575 483
	Parcs et terrains de jeux	10	9 869 828	9 869 828	15 685 288
	Autres infrastructures	11	1 676 843	2 597 196	3 087 994
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	29 524 855	36 738 481	8 761 027
	Édifices communautaires et récréatifs	14	17 108 172	17 162 027	23 171 041
	Améliorations locatives	15	769 902	769 902	7 464
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16		19 812 394	12 345 123
	Autres	17	7 288 526	7 288 526	5 971 597
	Ameublement et équipement de bureau	18	15 235 636	16 469 368	16 037 529
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	13 104 077	15 619 500	14 557 743
	Terrains	20	36 147 312	36 147 312	11 329 882
	Autres	21	48 047	48 047	16 927
		22	238 056 398	269 805 781	224 685 704

## Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23			
	Usines de traitement de l'eau potable	24	5 711 615	5 711 615	2 433 483
	Usines et bassins d'épuration	25	6 565 655	6 565 655	9 361 700
	Conduites d'égout	26	3 050 730	3 050 730	668 794
	Autres infrastructures	27	32 164	952 517	1 983 087
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28	14 201 396	14 201 396	21 679 371
	Usines de traitement de l'eau potable	29			
	Usines et bassins d'épuration	30			
	Conduites d'égout	31	12 967 555	12 967 555	12 620 716
	Autres infrastructures	32	76 300 756	76 300 756	83 740 220
	Autres immobilisations	33	119 226 527	150 055 557	92 198 333
		34	238 056 398	269 805 781	224 685 704

## Analyse de la dette à long terme consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	166 666 263	6 990 586	13 661 326	159 995 523
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	501 232 422	149 690 794	135 629 294	515 293 922
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	667 898 685	156 681 380	149 290 620	675 289 445
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	164 828 801	69 245 070	26 438 931	207 634 940
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	164 828 801	69 245 070	26 438 931	207 634 940
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	164 828 801	69 245 070	26 438 931	207 634 940
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	41 752 448		41 752 448	
Autres	17	4 211 778	4 270 867	128 126	8 354 519
	18	210 793 027	73 515 937	68 319 505	215 989 459
	19	878 691 712	230 197 317	217 610 125	891 278 904
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	<b>878 691 712</b>	<b>230 197 317</b>	<b>217 610 125</b>	<b>891 278 904</b>



# Analyse de la charge de quotes-parts consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	682 800	652 816	697 989
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	85 202 000	82 018 286	76 517 423
Autres	10	28 600	27 363	45 432
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	91 900	87 858	100 814
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	4 398 900	4 205 545	4 180 234
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	484 100	462 838	279 640
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	755 500	722 327	786 672
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	3 188 200	3 048 039	3 135 623
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	94 832 000	91 225 072	85 743 827

## Analyse de la rémunération non consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### Non audité

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	540,00	33,75	976 171,66	62 910 532	14 716 493	77 627 025
Professionnels	2	512,00	33,75	892 245,94	52 373 065	10 108 539	62 481 604
Cols blancs	3	1 272,00	33,00	1 990 212,48	73 630 196	16 965 651	90 595 847
Cols bleus	4	812,00	40,00	1 689 045,09	61 146 914	15 105 007	76 251 921
Policiers	5	576,00	35,00	1 157 676,93	73 850 875	27 052 541	100 903 416
Pompiers	6	294,00	42,00	658 255,59	31 626 365	6 985 834	38 612 199
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	4 006,00		7 363 607,69	355 537 947	90 934 065	446 472 012
Élus	9	22,00			1 715 946	663 926	2 379 872
	10	4 028,00			357 253 893	91 597 991	448 851 884

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

## Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources

Exercice terminé le 31 décembre 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	442 541	1 592 363	4 802 667		6 837 571
Réseau de distribution de l'eau potable	13	769 083	4 401 468	13 328 528		18 499 079
Traitement des eaux usées	14	137 949	758 924	2 288 963		3 185 836
Réseaux d'égout	15	1 326 884	1 423 535	7 530 503		10 280 922
Autres	16	72 491 940	15 589 948	19 792 254	5 402 712	113 276 854
	17	75 168 397	23 766 238	47 742 915	5 402 712	152 080 262

## Frais de financement non consolidés par activités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### Non audité

		2020	2019
<b>Administration générale</b>			
Greffes et application de la loi	1	235 888	263 672
Évaluation	2	478 842	562 472
Autres	3	2 415 512	3 559 369
	4	3 130 242	4 385 513
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5	2 440 291	2 740 561
Sécurité incendie	6	973 342	1 054 671
Sécurité civile	7	9 908	14 295
Autres	8	32 873	39 772
	9	3 456 414	3 849 299
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	6 645 754	6 705 331
Enlèvement de la neige	11	206 536	256 480
Autres	12	538 503	482 917
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	7 390 793	7 444 728
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	2 114 009	2 081 101
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 749 826	1 833 350
Traitement des eaux usées	18	362 281	410 479
Réseaux d'égout	19	2 903 331	2 878 567
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	22 281	25 109
Matières recyclables	21	25 712	29 015
Autres	22	7 183	7 199
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	277 584	293 092
Autres	25	104 123	113 114
	26	7 566 330	7 671 026
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27	878	6 359
Sécurité du revenu	28		
Autres	29	29 951	35 860
	30	30 829	42 219
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	221 079	226 350
Rénovation urbaine	32	53 943	56 082
Promotion et développement économique	33	293 839	288 689
Autres	34		
	35	568 861	571 121
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	2 980 175	2 636 574
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	284 947	296 736
Autres	38	216 552	195 780
	39	3 481 674	3 129 090
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	25 625 143	27 092 996

## Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### Non audité

		2020	2019
Rémunération	1	5 293 306	4 858 030
Charges sociales	2	900 843	904 550
Biens et services	3	231 862 249	199 718 665
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	238 056 398	205 481 245

## Rémunération des élus

Exercice terminé le 31 décembre 2020

**Non audité**

### Rémunération (excluant les charges sociales)

	Administration municipale				Société de transport de Laval	Communauté métropolitaine de Montréal	Autorité régionale de transport métropolitain	Total	Allocation de dépenses
	Base	Additionnelle *	Jetons	Sous-total					
Marc Demers	120 891	18 550	1	139 441	-	45 000	19 282	203 723	17 044
Daniel Hébert	32 631			11 060	43 691	-	-	43 691	17 044
Sandra Desmeules	32 631	49 902	3	82 533	-	-	-	82 533	17 044
Ray Khalil	32 631	49 902	3	6 180	88 713	-	-	88 713	17 044
Stéphane Boyer	32 631	74 477	2	107 108	-	-	-	107 108	17 044
Vasilios Karidogiannis	32 631	5 105	4	37 736	19 152	-	-	56 888	17 044
Aline Dib	32 631			32 631	19 152	10 000	-	61 783	17 044
Christiane Yoakim	32 631	22 137	5	54 768	-	4 500	-	59 268	17 044
Michel Poissant	32 631	11 918	5	44 549	-	-	-	44 549	17 044
Jocelyne Frédéric-Gauthier	32 631			690	33 321	23 497	-	56 818	17 044
Aglaia Revelakis	32 631			920	33 551	-	-	33 551	16 780
Nicholas Borne	32 631	44 274	4, 5	76 905	-	14 000	-	90 905	17 044
David De Cotis	32 631			32 631	-	-	-	32 631	16 320
Virginie Dufour	32 631	49 902	3	4 830	87 363	-	-	87 363	17 044
Paolo Galati	32 631			32 631	-	-	-	32 631	16 320
Aram Elagoz	32 631			32 631	-	11 000	-	43 631	17 044
Yannick Langlois	32 631	10 219	4	6 630	49 480	-	10 000	59 480	17 044
Claude Larochelle	32 631			32 631	-	5 500	-	38 131	17 044
Éric Morasse	32 631	6 813	4	690	40 134	47 892	-	88 026	17 044
Isabella Tassoni	32 631			32 631	-	-	-	32 631	16 320
Sandra El-Helou	32 631			920	33 551	19 152	-	52 703	17 044
Michel Trottier	32 631			32 631	-	-	-	32 631	16 320
	806 142	343 199	31 920	1 181 261	128 845	100 000	19 282	1 429 388	371 808

\* Fonction additionnelle

<sup>1</sup> Président du comité exécutif

<sup>2</sup> Vice-président du comité exécutif

<sup>3</sup> Membre du comité exécutif

<sup>4</sup> Membre associé au comité exécutif

<sup>5</sup> Président du conseil municipal, président du comité de retraite, président de la Commission de l'habitation et du logement social

## Renseignements supplémentaires

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### Non audité

#### Évaluation foncière (Milliers de \$)

Au 31 décembre

	2020	2019	2018	2017
<b>Propriétés</b>				
Imposables (1)	59 611 424	58 972 547	54 455 205	53 729 400
Non imposables (2)	4 410 528	4 418 140	3 778 697	3 853 314
	<b>64 021 952</b>	<b>63 390 687</b>	<b>58 233 902</b>	<b>57 582 714</b>
<b>Proportion médiane de la valeur réelle (%)</b>				
Rôle d'évaluation foncière	98,0	100,0	98,0	100,0

(1) La Ville dépose un rôle triennal d'évaluation.

(2) Les propriétés exemptées sont constituées en majorité d'écoles, d'hôpitaux, d'édifices utilisés à des fins de services sociaux et de santé communautaire, d'édifices des gouvernements fédéral et provincial, pour lesquels la Ville de Laval a imposé 20 347 500 \$ au cours de l'exercice 2020 en compensations tenant lieu de taxes ou pour services municipaux.

#### Catégories de propriétés imposables (Milliers de \$)

Au 31 décembre

	2020	2019	2018	2017
<b>Propriétés</b>				
Résidentielles	48 587 438	48 022 029	44 979 325	44 432 763
Industrielles manufacturières	1 042 459	1 014 313	986 276	1 024 357
Transports, communications et services publics	284 549	280 380	258 069	254 701
Commerciales	5 173 722	5 152 411	4 267 404	4 186 838
Services	2 555 970	2 552 354	2 321 615	2 307 767
Culturelles, récréatives et de loisirs	342 196	291 061	292 625	163 358
Production et extraction de richesses naturelles	314 110	316 585	211 142	210 383
Terrains non exploités et étendues d'eau	1 310 980	1 343 414	1 138 747	1 149 236
	<b>59 611 424</b>	<b>58 972 547</b>	<b>54 455 203</b>	<b>53 729 403</b>

#### Permis de construction émis

Exercice financier

	2020	2019	2018	2017
<b>Nombre</b>				
Permis de construction				
Résidentiel	277	346	351	388
Non-résidentiel	14	20	19	24
Permis d'amélioration	1 959	2 325	2 039	1 988
	<b>2 250</b>	<b>2 691</b>	<b>2 409</b>	<b>2 400</b>
<b>Valeurs (Milliers de \$)</b>				
Permis de construction				
Résidentiel	422 249	431 331	392 642	286 055
Non-résidentiel	244 401	233 695	239 999	140 147
Permis d'amélioration	191 163	388 269	327 356	226 402
	<b>857 813</b>	<b>1 053 295</b>	<b>959 997</b>	<b>652 604</b>

## Renseignements supplémentaires (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### Non audité

#### Population

Exercice financier

	2021	2020	2019	2018	2017
Nombre estimé	445 700	441 600	437 500	433 400	429 300

Source : Institut de la statistique du Québec

#### Taux des taxes et tarifications

Exercice financier (1)

	2021	2020	2019	2018	2017
--	------	------	------	------	------

##### Taux de la taxe foncière générale (par 100 \$ d'évaluation)

Taux de base	0,7580	0,7699	0,7687	0,7489	0,7384
Immeubles non résidentiels	2,6739	2,7880	2,8660	2,9425	3,0065
Immeubles six (6) logements et plus	0,8431	0,8690	0,8790	0,8398	0,8134
Terrains vagues desservis	1,0839	1,1395	1,1761	1,1885	1,2700
Terrains vagues non desservis	0,3259	0,3696	0,4074	0,4396	0,5316
Agricole	0,5088	0,5685	0,6463	-	-

##### Taux de la taxe foncière spéciale - infrastructures d'eau potable et d'eaux usées (par 100 \$ d'évaluation)

Taux de base	0,0199	0,0202	0,0215	0,0218	0,0224
Immeubles non résidentiels	0,0560	0,0584	0,0637	0,0668	0,0692
Immeubles six (6) logements et plus	0,0194	0,0200	0,0213	0,0220	0,0230
Terrains vagues desservis	0,0285	0,0299	0,3250	0,0352	0,0385
Agricole	0,0134	0,0149	0,0181	-	-

##### Tarifications du transport régional (en \$)

Par logement	45	45	45	45	45
Par local au mètre carré (minimum 45 \$)	1,51	1,51	1,51	1,51	1,51
Terrains non exploités (par 92,9 mètres carrés) (MIN.: 40 \$ - MAX.: 740 \$)	2,15	2,15	2,15	2,15	2,15

##### Tarifications des services de l'eau (en \$)

Par logement et local	279	279	279	279	279
Par piscine creusée	55	55	55	55	55
Par piscine hors-terre	35	35	35	35	35
Terrains non exploités (par 92,9 mètres carrés) (MIN.: 40 \$ - MAX.: 550 \$)	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50
Eau au compteur (par mètres cubes)	0,9300	0,9300	0,9300	0,9300	0,9300

##### Tarifications particulières (en \$)

Contrôle biologique des moustiques					
1 logement ou 1 local	13	30	30	30	30
Plus d'un logement	26	60	60	60	60
Golf	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
Disposition de la neige					
1 logement	-	-	-	-	223
Plus d'un logement et condominium	-	-	-	-	114/log.
Mixte ou non résidentiel - au local	277/local	272/local	267/local	263/local	261/local
- au mètre linéaire	27,15	26,61	26,14	25,75	25,55

(1) La Ville dépose un rôle triennal d'évaluation et toute variation d'évaluation résultant de l'entrée en vigueur de ce rôle est répartie de façon égale sur les années couvertes.

## Endettement net à long terme consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### Non audité

	2020	2019
<b>Ville de Laval</b>		
Dette à long terme	801 469 904	782 214 712
Montants accumulés aux fonds réservés		
Soldes disponibles de règlements d'emprunts fermés	-	-
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Débiteurs	(104 106 017)	(95 383 634)
Prêt	(39 877 016)	(41 752 448)
Surplus accumulé affecté	-	-
Montants non utilisés d'emprunts à long terme contractés	(5 451 926)	(1 092 439)
Autres	(8 354 519)	(4 211 776)
	<b>643 680 426</b>	<b>639 774 415</b>
Dépenses à financer à long terme	83 653 903	76 754 367
	<b>727 334 329</b>	<b>716 528 782</b>
Recouvrement par taxation riveraine	(178 897 405)	(186 630 356)
Récupération potentielle		
Déficit de solvabilité	(16 482 306)	(34 374 250)
Autres	(464 600)	(464 600)
	<b>531 490 018</b>	<b>495 059 576</b>
<b>Organismes contrôlés</b>		
Société de transport de Laval	24 344 048	18 284 096
Autres	30 000	-
	<b>24 374 048</b>	<b>18 284 096</b>
<b>Endettement net à long terme consolidé à l'ensemble des citoyens</b>	<b>555 864 066</b>	<b>513 343 672</b>
Ratio d'endettement net à long terme per capita à l'ensemble des citoyens - Ville de Laval	1 204	1 132
Ratio d'endettement net à long terme per capita à l'ensemble des citoyens	1 259	1 173



## Renseignements sur la Politique de gestion de la dette à long terme

### Non audité

D'une part, la Politique de gestion de la dette à long terme fixe des balises afin de limiter les emprunts à long terme à des niveaux acceptables. Ces jalons sont déterminés afin de contribuer à respecter la capacité de payer des contribuables, de conserver des marges de manœuvre pour faire face à des imprévus et de permettre de saisir des occasions. D'autre part, la Politique contribue à préserver la cote de crédit de la Ville.

Par cette politique financière, la Ville s'est engagée à respecter les ratios indiqués dans le tableau ci-dessous.

Ratio	Balise maximale	2016	2017	2018	2019	2020	2021 Budget/PTI
<b>Endettement total net à long terme consolidé</b> <b>Revenus consolidés</b>	<b>1,000</b>	0,756	0,753	0,689	0,651	<b>0,612</b>	0,758
Ce ratio permet de comparer le niveau d'endettement de la Ville à sa capacité de générer des revenus. Ainsi, un ratio inférieur à 1 indique que la Ville génère annuellement plus de revenus que le niveau de ses dettes et qu'à ce titre, elle pourra rembourser ses emprunts. Pour cet indicateur, plus le ratio sera faible, plus la santé financière de la Ville sera bonne.							
<b>Service de dette consolidé</b> <b>Revenus consolidés</b>	<b>0,200</b>	0,112	0,104	0,092	0,093	<b>0,097</b>	0,089
Cet indicateur permet de mesurer l'importance que la Ville doit consacrer aux remboursements de ses engagements (capital et intérêts) reliés à sa dette. Un ratio faible indique que la Ville a des marges de manœuvre pour réaliser de nouveaux projets ou pour offrir de nouveaux services.							
<b>Endettement total net à long terme consolidé</b> <b>Immobilisations consolidées + propriétés destinées à la revente</b>	<b>0,400</b>	0,275	0,266	0,263	0,252	<b>0,249</b>	0,238
Ce ratio indique dans quelle mesure la Ville a emprunté à long terme pour payer ses immobilisations. Ce ratio doit cependant être interprété avec précaution dans le cas d'une comparaison avec d'autres villes. Par exemple, un ratio élevé peut indiquer un endettement élevé, mais également, qu'une ville dispose d'infrastructures récentes. À l'inverse, un ratio faible peut indiquer qu'une ville dispose d'infrastructures vieillissantes et qu'elle devra renouveler celles-ci prochainement. De plus, les coûts d'entretien peuvent être plus élevés compte tenu de l'âge de ces infrastructures.							

En plus de déterminer les limites de l'endettement, la politique instaure des règles et des stratégies de financement afin de contribuer entre autres à l'équité entre les générations. Ainsi, le budget de fonctionnement doit prévoir les affectations suffisantes au paiement comptant et aux réserves financières afin de couvrir au moins 50% des dépenses récurrentes de programmes à l'ensemble des citoyens à partir de l'exercice 2020.

Au cours de la dernière année financière, la Ville a réalisé 240 M\$ de dépenses en immobilisations, dont 134 M\$ pour des dépenses récurrentes de programmes. Celles-ci ont été financées à hauteur de 21,8 M\$ par des subventions, laissant un solde de 112,2 M\$ à l'ensemble des citoyens. Ainsi, selon la Politique, la Ville devait affecter une somme minimale de 56,1 M\$ au paiement comptant et aux réserves financières.

En incluant l'affectation annuelle de l'excédent de fonctionnement à la réserve financière pour paiement comptant prévue à la Politique, le total des affectations de 2020 est de 75,6 M\$, soit près de 20 M\$ de plus que le seuil minimal prévu.

## Questionnaire

Exercice terminé le 31 décembre 2020

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	<u>13 000 000</u>	\$
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

### Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	7	<u>1 696 809</u>	\$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>	
5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	10	<u>                    </u>	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	11	<u>34 064</u>	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	12	<u>                    </u>	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	13	<u>1 838 438</u>	\$
Ligne 12 : Placements de portefeuille	14	<u>                    </u>	\$
Ligne 13 : Débiteurs	15	<u>8 682</u>	\$
Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	16	<u>3 186 009</u>	\$
Ligne 15 : Provision pour moins-value	17	<u>1 838 438</u>	\$
Ligne 18 : Créiteurs et charges à payer	18	<u>128 126</u>	\$
Ligne 19 : Revenus reportés	19	<u>                    </u>	\$

## Questionnaire (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :		
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	20 <input checked="" type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	22	1 825 310 \$
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020	25	8 281 285 \$
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	28	\$
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	31	\$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	32 <input checked="" type="checkbox"/>	33 <input type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	34 <input type="checkbox"/>	35 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :		
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	36 <input type="checkbox"/>	37 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	38	\$
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	39 <input type="checkbox"/>	40 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	41	\$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	42 <input checked="" type="checkbox"/>	43 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	44	434 153 \$
b) autres formes d'aide	45	\$

## Questionnaire (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### 10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020

46 \_\_\_\_\_ \$

Facteur comparatif de 2020

47 \_\_\_\_\_

Valeur uniformisée

48 \_\_\_\_\_ \$

### 11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

49 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

#### a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

50 \_\_\_\_\_ \$

▪ Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

51 \_\_\_\_\_ \$

#### b) Dépenses d'investissement

52 \_\_\_\_\_ \$

#### c) Total des frais encourus admissibles

53 \_\_\_\_\_ \$

#### d) Description des dépenses d'investissement :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

54 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

55 \_\_\_\_\_

### 12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

56  57

a) Numéro de la résolution

58 CE-2010-6432

b) Date d'adoption de la résolution

59 2010-09-15

## Autres renseignements sur l'organisme municipal

Exercice terminé le 31 décembre 2020

### ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1 Place du Souvenir, CP 422 Succursale St-Martin  
(no) (rue)  
Laval H7V 3Z4  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 978-6888 5703  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 978-5799  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel s/o

### TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Pierre Beudet

Téléphone (450) 978-6888 5703  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 978-5799  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel p.beudet@laval.ca

### AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Titre Associé

Adresse 2500 boulevard Daniel-Johnson, bureau 300  
(no) (rue)  
Laval H7T 2P6  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 382-0270  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 875-9797  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel vallerand.pierre@rcgt.com

Responsable du dossier Pierre Vallerand, CPA auditeur, CA

### VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom Véronique Boily, CPA auditrice, CA

Titre Vérificatrice générale

Adresse 1200 boulevard Chomedey, bureau 500  
(no) (rue)  
Laval H7V 3Z4  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 978-6888 8715  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 680-2866  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel v.boily@laval.ca

**Ville de Laval**

1, place du Souvenir, C. P. 422, succursale Saint-Martin, Laval (Québec) H7V 3Z4  
Téléphone : 311 ou 450 978-6888 | [laval.ca](http://laval.ca)



